

# **l'Anti**capitaliste

N°121 | DÉCEMBRE 2020 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



## **1920 : LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE**



**LES ÉTATS-UNIS FONT FACE  
À DES CRISES IMBRIQUÉES**



**UN VIRUS TRÈS POLITIQUE...**

**RAGE**  
**AGAINST**  
**THE MACHISME**  
Mathilde Larrère

**« L'HISTOIRE DES FEMMES PEUT  
ÊTRE UN COMBUSTIBLE POUR LES  
COMBATS FÉMINISTES. »**

# Sommaire

## EDITORIAL

**Julien Salingue** Il y a 10 ans, les soulèvements arabes **P3**

## PREMIER PLAN

**Fabienne Dolet** Le pouvoir autoritaire de Macron défié **P4**

**Dianne Feeley** Les États-Unis font face à des crises imbriquées **P6**

**Gérard Chauat** Un virus très politique... **P6**

**LD** Le commerce au temps du coronavirus **P13**

## DOSSIER

**Manon Boltansky** Le congrès de Tours et la naissance du PCF **P15**

Les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste **P18**

**Maurice Spitz** Les premiers pas du parti communiste : quel parti construire ? **P21**

**Sandra Cormier**

Parti communiste et patriarcat, du congrès de Tours aux années 1970 **P21**

**Robin Ramos** Communisme et anticolonialisme en France **P27**

## LECTURES

**Mathilde Larrère** « L'Histoire des femmes peut être un combustible pour les combats féministes. » **P30**

**Fatima Daas**

« Pour rien au monde, je n'aurais voulu grandir ailleurs qu'à Clichy-sous-Bois, malgré tout ce qu'on nous a fait subir, malgré tout ce qu'on a pu voir » **P33**

## FOCUS

**Antoine Larrache** Anne Sylvestre, une grande dame de la lutte des femmes **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :  
© Agence de presse Meurisse



Un policier, avec une grenade de désencerclement à la main, signale à un autre vers où tirer au LBD-40, manifestation contre la loi "sécurité globale", Paris, 5 décembre 2020. © Photographie de Martin Noda / Hans Lucas



## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

### Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

## L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

### Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :  
[contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

### Directeur de la publication :

Julien Salingue

### Secrétaire de rédaction :

Antoine Larrache

### Diffusion :

01 48 70 42 31 – [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

### Administration :

01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

### Commission paritaire :

0519 P 11509

### Numéro ISSN :

2269-370X

### Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

### Tirage :

3 000 exemplaires

### Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

# Il y a 10 ans, les soulèvements arabes

PAR JULIEN SALINGUE

*Le 17 décembre 2010, le jeune Mohamed Bouazizi, vendeur ambulancier à Sidi Bouzid, ville du centre de la Tunisie, s'immolait par le feu après la confiscation, par les forces de sécurité du régime de Ben Ali, de son outil de travail (une charrette et une balance). Ce geste tragique fut le déclencheur d'un soulèvement populaire régional qui, 10 ans plus tard, n'a pas fini de bouleverser la région Moyen-Orient Afrique du Nord ni d'inspirer les peuples du monde entier.*

Si l'immolation de Mohamed Bouazizi a suscité un sentiment d'identification collective, bien au-delà des frontières de la Tunisie, c'est qu'elle a incarné, de manière dramatique, la situation misérable d'une jeunesse précaire, sans avenir, sujette à la répression et à l'arbitraire de policiers reproduisant les pratiques clientélistes des clans au pouvoir, en exigeant des bakchichs pour « fermer les yeux » sur des pratiques illégales aux yeux de la bureaucratie administrative.

## VIOLENCE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

Extrême pauvreté, inégalités, chômage de masse chez les jeunes, mainmise des dirigeants et de leurs proches sur les richesses nationales, poids du clientélisme et persistance de l'autoritarisme : c'est la conjonction – et la persistance – de ces facteurs qui ont été les causes expliquant le soulèvement régional, et pas uniquement l'absence de démocratie politique. Si des revendications démocratiques ont bien été mises en avant, les analyses réduisant les aspirations populaires à la demande d'élections libres et de pluralisme politique se sont avérées erronées.

À défaut d'alternative progressiste crédible et malgré la puissance et la massivité des soulèvements, on a progressivement assisté, à l'échelle régionale, y compris dans les pays où des élections ont été organisées, à une polarisation réactionnaire entre, d'une part, anciens régimes et, d'autre part, intégrisme islamique dominé par les Frères musulmans, ce qui a posé une chape de plomb sur les aspirations populaires de 2010-2011, les politiques des puissances régionales et internationales contribuant à alimenter cette polarisation.

Les revendications des peuples insurgés n'ont pas été satisfaites et, bien au contraire, la région a connu une véritable descente aux enfers : alliance des forces contre-révolutionnaires en Tunisie, restauration autoritaire en Égypte, désintégration de la Libye, conflits sanglants au Yémen et en Syrie... Les rivalités entre les pôles contre-révolutionnaires n'ont pas mécaniquement ouvert d'espace pour les forces progressistes, et ces dernières sont aujourd'hui davantage dans une stratégie de survie que de développement.

Les 10 années qui se sont écoulées depuis l'onde de choc de 2010-2011 ont également été l'occasion, pour les puissances

impérialistes, de faire la démonstration de leur hypocrisie criminelle et de leur cynisme morbide, préoccupées avant tout par la « stabilisation » économique et la redistribution des zones d'influence et aucunement par l'amélioration des conditions de vie des peuples de la région. Malgré des discours de façade sur la nécessaire « démocratisation », le soutien politique et militaire apporté à la réaction régionale s'est ainsi renforcé, en dépit de la répression tous azimuts, des centaines de milliers de morts et des millions de réfugiés et déplacés. Le tapis rouge récemment déroulé au dictateur Sissi par l'autocrate Macron en est l'une des illustrations les plus récentes... et les plus répugnantes.

## UNE SOURCE D'INSPIRATION MONDIALE

Mais les raisons de la colère sont toujours bien là, et ceux qui faisaient le pari d'une stabilisation régionale par la contre-révolution en sont pour leurs frais. Du Liban à l'Algérie, de l'Irak au Maroc, des soulèvements de plus ou moins grande ampleur se

sont succédé au cours des dernières années, montrant que la contre-offensive réactionnaire, incapable d'éteindre l'incendie régional, n'a pas été capable de stabiliser la situation et de produire un « nouvel ordre » consolidé et un tant soit peu légitime. Qui plus est, la grande révolte de 2010-2011 fut un précurseur d'autres soulèvements à l'échelle internationale, ouvrant une vague de contestation mondiale du capitalisme néo-libéral autoritaire, du Chili à Hong Kong en passant par Porto Rico, autant de pays où l'héritage des soulève-



Place Tahrir au Caire, 18 février 2011. DR.

ments arabes a été explicitement revendiqué.

10 ans après, nous ne devons pas l'oublier : les soulèvements de l'hiver 2010-2011 furent, malgré la violence de la contre-révolution, l'expression de la possibilité, et même de la nécessité, de se révolter contre un ordre injuste, et une source d'inspiration et de fierté pour les opprimés et les exploités du monde entier. À l'occasion du dixième anniversaire de ces soulèvements, le meilleur hommage que l'on puisse rendre aux insurgés martyrs et à toutes celles et tous ceux qui continuent de se battre dans l'adversité, est de demeurer intransigeants quant à notre anti-impérialisme, notre internationalisme et notre solidarité avec les peuples en lutte, mais aussi et surtout d'amplifier notre combat, ici et maintenant, pour un monde meilleur. □

# Le pouvoir autoritaire de Macron défié

PAR FABIENNE DOLET

*Les profits se portent bien dans de nombreuses entreprises, pendant que les conditions de vie des classes populaires se dégradent. Heureusement, face à la politique sécuritaire du pouvoir, les mobilisations commencent à se développer.*

« **A**mazon affiche une santé insolente dopée par le coronavirus », titraient le 1<sup>er</sup> novembre les *Échos*. La firme venait de déclarer un chiffre d'affaires net en hausse de 96,1 milliards d'euros au troisième trimestre 2020 et d'annoncer que ses bénéfices avaient triplé<sup>1</sup>. Et elle n'est pas la seule. Selon le rapport d'Oxfam de septembre dernier, les bénéfices de 32 des plus grandes entreprises du monde devraient connaître un bond spectaculaire de 109 milliards de dollars en 2020 et parmi elles, outre Amazon, les géants américains de l'informatique et du numérique : Google, Apple, Facebook et Microsoft.

En France, « les entreprises du CAC 40 avancent à deux vitesses<sup>2</sup> ». Leur chiffre d'affaires cumulé a baissé de 19 % entre janvier et juin, avec des reculs jusqu'à 30 % et d'autres à 5 %, notamment dans le secteur du luxe qui a bénéficié, lui, d'un rebond de la consommation en Asie cet été ! De ce côté du monde capitaliste, la crise est une aubaine et l'essentiel est un rien déconnecté des réalités de l'immense majorité des travailleurs/ses !

## LES ÉTATS AU SERVICE DES PROFITS

Toutes les politiques mises en œuvre dans le contexte actuel, ici ou ailleurs, visent à préserver le système économique, fût-il chaotique. Éviter qu'il ne s'effondre ne sauvera pas les millions de pauvres, comme certains peuvent le penser. Les supplications (aussi vaines que pathétiques) du ministre français de l'économie, Bruno Le Maire, enjoignant au début de l'été les entreprises à ne pas verser de dividendes à leurs actionnaires jusqu'en janvier 2021 n'apparaissent que comme des larmes de crocodile pour

apaiser de possibles colères.

Neuf entreprises sur les quarante que compte le CAC 40 lui ont d'ailleurs fait la sourde oreille : Dassault Systèmes, Danone, Sanofi, Schneider, Total et Vivendi ainsi que Pernod-Ricard et Sodexo. Business as usual...

Certains, véritables profiteurs de guerre, n'ont pas hésité à spéculer sur le vaccin, comme le PDG de Pfizer et la vice-présidente qui ont habilement vendu avec profit des actions le jour de l'annonce de l'efficacité du vaccin, pour un montant de 5,6 millions, soit environ ce que gagnerait un travailleur en France au smic en... 382 années !

## DES CENTAINES MILLIERS D'EMPLOIS EN DANGER

Pendant ce temps, les effets de la perte des profits sont immédiats sur l'emploi, touchant des centaines de milliers de salariés et la vie de millions de personnes, sans parler de ceux et celles dont la survie était déjà fort précaire.

Ainsi, selon les chiffres de la Dares, 657 plans de sauvegarde de l'emploi ont été signés depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020, soit le double par rapport à 2019 à la même date. Ils concernent 67 100 contrats, soit presque 2,5 fois le nombre de personnes touchées l'an passé<sup>3</sup>. Depuis début mars 2020, 4 900 procédures de licenciement collectif ont également été notifiées concernant pour l'essentiel moins de 10 salariéEs<sup>4</sup>.

La liste est longue des entreprises qui licencient : dans l'automobile (Renault, Bridgestone, Valéo...) ; l'habillement (Camaïeu, La Halle...) ; le tourisme (TUI, Booking...) et plus récemment dans l'agroalimentaire avec Danone.

Le plus lourd tribut est payé par l'aéronautique puisqu'Air France a prévu de supprimer 7 580 postes d'ici à 2022, ce qui représente 16 % de son effectif et 42 % de l'effectif de Hop ! Et la liste risque de continuer à s'allonger dans les prochains mois.

En novembre 2020, le nombre de demandes d'activité partielle a augmenté de 385 300, élevant le nombre de salariés en chômage partiel à 6,4 millions<sup>5</sup>.

Dans nombre d'entreprises, les salariés s'organisent contre les licenciements, avec des manifestations ponctuelles la plupart du temps, mais aussi quelques grèves. À l'initiative des salariéEs de TUI, une structure de coordination se met en place, exerçant une pression sur la CGT pour une riposte coordonnée et travaillant à élargir les revendications. En effet, dans la plupart des entreprises, les salariéEs se battent pour de meilleures primes de licenciement alors que, selon nous, l'enjeu est bien d'interdire les licenciements et de partager le temps de travail. En tout cas, une manifestation nationale est en construction pour janvier.

## STOP AND GO ET L'IMPOSSIBLE OBTENTION DU CONSENTEMENT

Si la crise que traverse le capitalisme est exogène, comme le souligne François Chesnais<sup>6</sup>, parce qu'elle est provoquée par la pandémie et qu'en conséquence sa résolution ne dépend pas du rétablissement du taux de profit mais de la fin de la pandémie, nul doute que maintenir les profits ou endiguer les pertes restent une préoccupation majeure des patrons et des actionnaires. Les moyens employés sont alors trop bien connus : plutôt restructurer que supprimer les dividendes

des actionnaires (Danone, Auchan...). Pour cela, les entreprises peuvent compter sur l'appui sans faille de l'État. La stratégie du gouvernement consiste en effet à confiner, déconfiner, reconfiner, instaurer des couvre-feux, réduire les libertés individuelles et sacrifier les droits démocratiques afin de maintenir l'activité économique telle qu'elle est, afin de maintenir son « cap<sup>7</sup> », celui des réformes anti-sociales à grande vitesse.

Cette stratégie du stop and go est loin de remporter une adhésion massive, tant elle semble incohérente du point de vue des considérations sanitaires. Entre fin octobre et début décembre 2020, le deuxième confinement s'est avéré en effet plus souple.

### DES CONTESTATIONS LARVÉES, SECTORIELLES

Manifestement le gouvernement n'a pas réussi à obtenir le consentement à sa politique. Chaque secteur a défendu son caractère essentiel pour assurer sa survie, dans un système fondé sur la loi économique du plus fort...

Dans ce contexte, l'écho rencontré par les prises de position contre le géant Amazon en défense des petits commerces ou de l'ouverture des librairies début novembre exprime – à la manière des premières revendications des Gilets jaunes il y a deux ans – la résistance de certains secteurs de la population aux inégalités engendrées par le système capitaliste...

À une autre échelle, les très mauvais arguments du documentaire *Hold-up* ont facilement et rapidement trouvé un écho auprès d'une opinion déboussolée, abreuvée de la parole parfois contradictoire d'experts, défiante envers le gouvernement, les institutions et les partis. Ces contestations larvées sont souvent prisonnières d'un ressentiment sur lequel la droite et l'extrême droite font leur lit et surfent plus ou moins ouvertement.

### CONTRE L'ÉTAT LIBERTICIDE

Rien n'est donc plus positif que le fait que le mouvement ouvrier n'est pas resté l'arme au pied pour rester maître de la mobilisation. Dans de nombreuses villes, sur le modèle de la mobilisation à Toulouse le 7 novembre, des manifestations contre les lois liberticides et en faveur de moyens pour la santé ont eu lieu. Le 10 novembre,

les enseignants étaient en grève pour réclamer des conditions de travail à la hauteur des enjeux sanitaires.

C'est évidemment entre le 17 et le 28 novembre que la tension est montée d'un cran avec les mobilisations contre les violences policières.

Plusieurs manifestations ont eu lieu le 21 novembre, puis deux événements ont mis le feu aux poudres : l'évacuation des migrants, place de la République à Paris et le passage à tabac de Michel Zecler.

Ces événements ne pouvaient que faire un curieux écho avec la loi de Sécurité globale défendue dans le même temps dans l'hémicycle par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin au nom de « la sécurité, la première des libertés ». Ce slogan figurait déjà mot pour mot sur une affiche de Jean-Marie Le Pen en 1992<sup>8</sup> !

L'article 24 qui « punit d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende le fait de diffuser [...] dans le but qu'il soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique, l'image du visage ou tout autre élément d'identification d'un fonctionnaire de la police nationale ou d'un militaire de la gendarmerie nationale lorsqu'il agit dans le cadre d'une opération de police » est particulièrement contesté notamment par les journalistes qui deviennent les moteurs d'une mobilisation naissante. C'est la liberté d'expression qui est mise en cause, alors même qu'elle était défendue quelques semaines plus tôt au moment de la mort tragique de Samuel Paty par le gouvernement...

Au-delà, pourtant, c'est toute la question des libertés publiques qui est en question et la politique du gouvernement criminalisant les classes dangereuses.

Ainsi, le 28 novembre, les colères se déconfinent. Dans plus de 70 villes, environ 500 000 personnes se rassemblent contre la loi de « sécurité globale » et plus largement pour contester la politique liberticide et autoritaire du gouvernement. Un déconfinement suit l'autre. Comme en juin, les mobilisations ont été massives sur les questions de libertés, de racisme... rassemblant des milliers de jeunes des centres villes et des quartiers.

### GAGNER LA BATAILLE DE LA CRISE POLITIQUE ET DÉMOCRATIQUE QUI S'OUVRE

Cette prise de conscience à grande échelle que les droits et la justice sont bafoués, que la vraie démocratie est bâillonnée ouvre une crise politique

à laquelle le gouvernement va chercher à répondre une fois de plus par la répression et le passage en force.

Le risque est grand de voir la mobilisation s'effiloche avant que les lois liberticides aient été retirées.

Les mobilisations récentes doivent redonner confiance aux travailleurs/ses pour faire la démonstration de leur vitalité démocratique face à des institutions obsolètes au service des profits et de leur capacité à s'unir, se coordonner, centraliser les résistances contre les licenciements et pour l'emploi. Exigeons que soient retirées la loi « sécurité globale » dans son entier, la loi de programmation de la recherche (pas seulement le délit d'entrave), le projet de loi confortant les principes républicains (loi séparatisme), et exigeons le départ de Darmanin.

Une défaite de ce gouvernement, de Macron et de son monde ne pourrait être qu'un encouragement aux luttes en cours pour un monde d'après qui ne ressemble pas furieusement au monde d'avant. Et qu'enfin soit posé : qui décide et pour quoi faire ?

Les travailleurs/ses ont tout à gagner à prendre leurs affaires en mains, à déterminer leurs propres lois et à réinventer leurs cadres d'organisation en croyant en leurs forces pour faire face à l'épidémie de Covid, à une situation sociale fortement dégradée et à un capitalisme en pleine restructuration. □

1) Mickaël Deneux, « Amazon triple ses bénéficiaires », LSA, 30 octobre 2020. <https://www.lsa-conso.fr/amazon-triple-ses-beneficiaires,363313>

2) Isabelle Chaperon, « Covid : les entreprises du CAC 40 avancent à deux vitesses », Le Monde, 19 octobre 2020.

3) Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), Situation sur le marché du travail durant la crise sanitaire au 24 novembre 2020 ([https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares\\_tdb\\_marche-travail\\_crise-sanitaire\\_26\\_novembre.pdf](https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares_tdb_marche-travail_crise-sanitaire_26_novembre.pdf))

4) Idem.

5) Idem.

6) François Chesnais, « L'originalité absolue de la crise sanitaire et économique mondiale du Covid-19 », Contretemps, 13 novembre 2020. (<https://www.contretemps.eu/crise-sanitaire-economique-capitalisme-covid-capitalocene/>)

7) Barbara Stiegler, *Du cap aux grèves. Récit d'une mobilisation 17 novembre 2018-17 mars 2020*, Editions Verdier, 2020.

8) Jérôme Hourdeaux, « Comment la gauche s'est perdue dans le consensus sécuritaire », Médiapart, 27 novembre 2020. (<https://www.mediapart.fr/journal/france/271120/comment-la-gauche-s-est-perdue-dans-le-consensus-securitaire?onglet=full>)

# Les États-Unis font face à des crises imbriquées

PAR DIANNE FEELEY

*Trump a été battu mais moins largement que ce qu'espéraient les Démocrates. La politique que mènera Biden ne permettra pas de surmonter les crises américaines.*

**D**ébut décembre, le Covid-19 tue 3 000 personnes par jour. Déjà 280 000 personnes sont mortes; les prévisions indiquent que les trois prochains mois pourraient être les pires, avec peut-être jusqu'à 450 000 morts. L'administration fédérale sous la présidence de Trump a raté la production rapide de tests Covid, n'a pas fourni d'équipements de protection individuelle (EPI) et a diffusé des informations contradictoires. Les fonctionnaires des États et des hôpitaux se sont livrés à une compétition acharnée pour tenter de s'approvisionner. En conséquence, le personnel médical a reçu pour instruction de réutiliser les EPI (équipements de protection individuelle) conçus pour un usage unique; beaucoup ont porté des sacs poubelle au lieu de blouses de protection. Les infirmières et leurs soutiens ont organisé des piquets de grève pour exiger une protection et un ratio patient-infirmier raisonnable. Lors de la première semaine d'octobre, l'organisation des infirmières National Nurses United (NNU) a estimé que plus de 1 700 travailleurs de la santé étaient morts du virus.

La pandémie a compliqué les élections fédérales américaines de 2020. Malgré les difficultés liées à l'organisation d'une opération aussi massive dans un tel contexte, un organe de surveillance fédéral a qualifié cette élection comme « la plus sûre de l'histoire américaine ». Peu de temps après cette annonce, qui ne correspondait pas au récit de Trump, le responsable qu'il avait lui-même nommé à la tête de la cybersécurité électorale, Christopher Krebs, a été limogé.

Tout au long de sa campagne, Trump a organisé des rassemblements de « super-contaminateurs » où peu de

précautions ont été prises. Il a qualifié le vote par correspondance de moyen idéal de « voler » l'élection et a insisté sur le fait que pour être transparents, les résultats devaient être annoncés le soir des élections. Il a mobilisé sa base pour peser sur les électeurs devant les bureaux de vote, ce qui est illégal, et également encouragé ses fidèles à contester de manière agressive les bulletins de vote au fur et à mesure qu'ils étaient comptés.

Trump a précipité une troisième nomination à la Cour suprême des États-Unis, celle d'Amy Coney Barrett qui s'est faite juste avant les élections. Cela était nécessaire, a expliqué Trump, car le tribunal pourrait avoir besoin de se prononcer sur une élection contestée.

## UNE CRISE CONSTITUTIONNELLE ?

Beaucoup avaient prédit que ses menaces de déployer des policiers fédéraux, son intimidation des fonctionnaires et un flot de poursuites judiciaires entraîneraient une crise constitutionnelle. Ce scénario reposait sur l'hypothèse d'un vote relativement serré, comme lors des élections de 2000 en Floride. Dans cette affaire, la Cour suprême des États-Unis était intervenue pour mettre fin au recomptage et le candidat démocrate, Al Gore a concédé la victoire à George W. Bush. Mais cette année, le scénario de Trump aurait nécessité des votes serrés non pas dans un seul État, mais dans une demi-douzaine.

Les forces anti-Trump avaient peur que Trump se déclare vainqueur après la soirée électorale et empêche le décompte des bulletins de vote. Elles ont donc appelé à des rassemblements *Count Every Vote* (il faut compter tous les votes !) le lendemain de l'élection et

ceux-ci ont eu lieu dans des centaines de villes. Les dirigeants des syndicats les plus progressistes ont discuté de ce qu'ils pourraient faire en cas de crise constitutionnelle et ont étudié la possibilité d'une série d'actions pouvant conduire à une grève générale. Près de deux douzaines de conseils centraux du travail (instances syndicales) à travers le pays ont adopté des résolutions s'engageant à répondre à un tel appel. Mais il n'y a pas eu de votes serrés. Même dans les *swing-states* (États en balance entre Républicains et Démocrates), Biden a gagné par plusieurs milliers de voix. Néanmoins, Trump a affirmé qu'il avait en fait gagné jusqu'à ce que des bulletins de vote frauduleux soient glissés dans le mélange. Les supporters républicains observant le décompte à Philadelphie et à Detroit ont affirmé que des milliers de bulletins de vote avaient été mystérieusement livrés au milieu de la nuit et que le logiciel électoral avait transféré des votes de Trump à Biden. Des actions judiciaires ont donc été engagées par les Républicains, mais en l'absence de véritables preuves, elles ont été rapidement rejetées.

Trump et les Républicains ont notamment fait tout pour bloquer la publication des résultats du Michigan. L'enjeu était la possibilité d'amener le conseil électoral du Michigan à constater une impasse afin de renvoyer l'élection à la législature locale contrôlée par les Républicains et ainsi de désigner des électeurs de Trump au collège électoral. Même dans le cas improbable et illégal où cela se serait produit, il aurait fallu que ça fasse boule de neige dans au moins deux autres États pour que Trump gagne.

En fin de compte, après divers épisodes, le conseil électoral du Michigan

a voté par trois voix contre zéro (avec une abstention républicaine) pour certifier les résultats et envoyer les électeurs de Biden au Collège électoral, qui votera le 14 décembre. Sans concéder la défaite, Trump a alors accepté que la transition officielle pouvait commencer. Par la suite, Trump a publié un discours de 46 minutes décrivant comment l'élection avait été volée mais la crise constitutionnelle s'est éteinte.

### POURQUOI TRUMP ET LES RÉPUBLICAINS ONT-ILS OBTENU TANT DE VOIX ?

Au niveau national, Trump a remporté près de 74 millions de voix – 10 millions de plus qu'en 2016. Les Républicains ont maintenu leur majorité au Sénat (sous réserve des deux tours de scrutin encore à tenir en Géorgie) et ont remporté des sièges supplémentaires à la Chambre des représentants. Aucune législature d'État n'est passée d'une majorité républicaine à une majorité démocrate.

Les deux tiers de tous ceux qui ont voté pour Biden l'ont fait pour bloquer la réélection de Trump. La majorité des travailleurs syndiqués a voté pour Biden, tout comme la majorité de ceux qui gagnent moins de 100 000 dollars par an. Les Afro-Américains, Latinos, asiatiques américains et autochtones (35% des électeurs) se sont fortement prononcés pour Biden, les femmes noires étant les plus engagées avec 91% en sa faveur. Mais étant donné que le bilan de Trump, ce sont des allègements fiscaux pour les riches, une tentative de réduire les prestations de soins de santé des pauvres et des travailleurs, des nominations de fonctionnaires favorables aux entreprises au Conseil national des relations du travail, la suppression de plusieurs centaines de réglementations en matière de santé et de sécurité et un échec face à la pandémie, pourquoi tant de travailleurs ont-ils voté pour lui ?

Il y a à cela plusieurs raisons. Tout d'abord, étant donné que tous les politiciens et la plupart des dirigeants syndicaux disent d'« *achetez américain* », « *l'Amérique d'abord* » de Trump ne semblait pas aussi hors sol. De même, quand il parlait d'Afro-Américains ou d'immigrants, Trump pouvait dire aux travailleurs blancs que d'autres n'étaient pas comme eux des gens qui travaillent dur mais des types paresseux à la recherche d'un titre de

séjour – comme d'autres présidents l'avaient insinué. Trump est raciste et insensible – et parfois ses partisans pensaient qu'il allait trop loin – mais il était perçu comme dirigeant une économie à faible taux de chômage, de sorte que certains ont ignoré le racisme tandis que d'autres étaient ravis qu'il dise enfin à haute voix ce qu'ils pensaient. Sur les 65% des électeurs américains considérés comme blancs, la majorité (57%) a voté pour Trump.

Trump a revendiqué le mérite d'une économie florissante, mais, malgré la baisse du chômage (avant la crise), le travailleur moyen gagne en pouvoir d'achat ce qu'un travailleur gagnait il y a quarante ans. Trump s'est vanté que le Dow Jones avait atteint 30 000 points ; il a souligné que c'était une performance sans précédent. Mais, d'autres chiffres – les statistiques sur la pandémie, les salaires réels, la mortalité infantile, la pauvreté, la consommation de drogue et le manque de logements abordables – révèlent une inégalité et un désespoir croissants. Le virus attaque la partie la plus vulnérable de la classe ouvrière : les personnes âgées et le personnel faiblement rémunéré qui s'occupe d'eux, les sans-abris, les prisonniers, les salariés des abattoirs, les ouvriers agricoles, les travailleurs des transports en commun. Les Noirs, les Latinos et les Autochtones sont quatre fois plus susceptibles d'être hospitalisés que la population blanche, et les Noirs sont deux fois plus susceptibles de mourir.

Des travailleurs et des personnes de couleur ont voté pour Trump parce qu'ils ne pensaient pas que Biden présentait une alternative concrète. Bien que Biden ait soutenu un salaire minimum horaire de 15 \$ l'heure, le cœur de sa campagne a tourné autour de l'incapacité de Trump à agir face au Covid-19. Trump pourrait avoir gagné la Floride par 370 000 voix, mais un référendum pour doubler le salaire minimum a été adopté dans cet État avec une marge encore plus grande. Biden n'aurait-il pas pu gagner la Floride s'il avait fait campagne pour augmenter le salaire minimum ?

Certains journalistes se sont demandé pourquoi Trump avait obtenu des votes de personnes de couleur. Lorsqu'un chroniqueur a demandé à un Afro-Américain qui avait voté pour Trump pourquoi il l'avait fait compte tenu de la rhétorique raciste de Trump, il a répondu en disant : « *En tant qu'homme noir, je*

*ne suis pas à l'aise avec cela, mais ce qui compte pour moi ce sont les résultats. Si on offre des opportunités aux gens, je suis d'accord avec ça, je peux vivre avec ses déclarations. J'ai besoin de voir de l'action.* »

En attendant l'investiture de Biden (le 20 janvier), Trump reste le président et le commandant en chef pour les deux prochains mois. Compte tenu de l'annonce de Biden selon laquelle il souhaite que les États-Unis rejoignent l'Accord de Paris, l'Organisation mondiale de la santé et le pacte nucléaire avec l'Iran, on soupçonne que le meurtre du scientifique nucléaire iranien Mohsen Fakhrizadeh – qualifié d'« acte criminel » par l'Union européenne – est l'un des premiers pas pour mettre en échec les futures initiatives de Biden. Qu'est-ce qui va suivre ?

Alors que la vente par Trump des droits pétroliers en Alaska semble avoir rencontré des problèmes juridiques, il a limogé son secrétaire à la Défense et mis des *béni-oui-oui* aux commandes. Il poursuit les exécutions fédérales pour les condamnés à mort et discute d'éventuelles grâces pour son avocat personnel, Rudolph W. Giuliani, et pour ses enfants. Un des points le plus important sur sa liste de choses à faire est de décider que les non-citoyens ne seront pas comptés dans le recensement de la population.

### C'EST MAINTENANT BIDEN QUI VA DIRIGER L'ORCHESTRE

Dès son entrée en fonction Biden fait face à une crise de santé publique combinée à une crise économique dans un pays où beaucoup refusent de porter des masques ou de prendre des distances physiques. À deux mois de leur inauguration, les hôpitaux sont presque à pleine capacité, les agents de santé épuisés et la plupart des écoles et universités publiques fonctionnent en ligne. Face au chômage, le Congrès n'a décrété aucune aide supplémentaire aux particuliers, aux petites entreprises ou aux États depuis le printemps. Lorsque le moratoire du Center for Disease Control sur les saisies immobilières s'achèvera à la fin de l'année, en plein hiver, 28 à 30 millions de locataires risquent l'expulsion.

Les 40 ans de vie politique de Biden



comprennent l'opposition au transport des élèves en bus pour réduire la ségrégation des écoles, le soutien aux réductions de l'aide sociale et au projet de loi d'incarcération de masse de Bill Clinton, la défense du régime israélien et le soutien à la guerre en Irak. En 1991, en tant que président du Comité judiciaire du Sénat, il a eu une attitude scandaleuse face à Anita Hill lorsqu'elle a témoigné à l'audience pour la nomination de Clarence Thomas à la Cour suprême des États-Unis et dénoncé le harcèlement sexuel de Thomas. Bien qu'il ait exprimé ses regrets sur l'affaire, il a tenté de se frayer un chemin pour ne pas accepter la responsabilité en affirmant : « *J'aurais aimé que nous puissions trouver une meilleure façon de faire avancer les choses.* »

Le niveau de la crise nécessiterait une audace qui n'est pas caractéristique de Biden ou de l'équipe qu'il est en train de constituer. Certes, contrairement à l'administration Trump, les annonces de son équipe de transition concernant d'éventuelles nominations révèlent un groupe d'administrateurs beaucoup plus multiracial et expérimenté. Beaucoup sont des pneus recyclés des administrations Obama et Clinton. Jusqu'à présent,

la plus « radicale » est Janet Yellen, que le *New York Times* qualifie de « *progressiste pragmatique* ». Ce qui signifie qu'elle est encline à proposer des politiques basées sur ce qu'elle sait pouvoir faire passer devant un Congrès divisé.

Biden et sa vice-présidente Kamala Harris sont des politiciens « centristes » qui, dans leurs discours de campagne, ont désavoué les initiatives audacieuses. Biden a clairement indiqué qu'il était, lui, le Parti démocrate et qu'il avait, lui, battu Bernie Sanders. Pour sa part, K. Harris a appelé un jour à mettre fin à la fracturation hydraulique, mais a changé d'avis lorsqu'elle s'est jointe à Biden, qui soutient la fracturation, et a toujours soutenu les intérêts pétroliers et bancaires.

Une bagarre a déjà éclaté au sein du Parti démocrate, alors que la droite accuse des défenseuses affirmées de la justice sociale telles que les représentantes Alexandria Ocasio-Cortez (NY), Ilhan Omar (Minnesota) et Rashida Tlaib (Michigan) d'être responsables de l'échec d'une vague électorale démocrate par leur rhétorique de gauche. La réalité est que les démocrates du Congrès indépendants d'esprit – bien que rejoints par Cori Bush (Missouri) et Jamaal Bowman (NY) qui viennent

d'être élus – sont des acteurs marginaux du parti (Bernie Sanders travaille avec les Démocrates mais il reste indépendant).

Sanders a souligné que ce n'est qu'en mettant en œuvre des politiques qui amélioreront directement la vie des travailleurs que ces crises pourront être surmontées, et la crise environnementale qui a conduit à la pandémie en premier lieu. Sans un programme multiforme qui donne la priorité aux besoins de la majorité, les crises actuelles vont effectivement s'aggraver. Ce qui, à son tour, pourrait permettre l'essor d'une autre personnalité autoritaire, peut-être plus habile que Trump, qui promettra de restaurer la « grandeur » de l'Amérique.

La profondeur des crises conduira-t-elle l'administration Biden-Harris au-delà de son programme, de son instinct centriste et de l'équipe qu'elle est en train de constituer ? C'est difficile à imaginer. Le seul espoir est que la lutte multiraciale initiée par la jeunesse noire après la mort de George Floyd continue de prospérer. L'appel à « Black Lives Matter » et à « defunding the police » (arrêter de financer la police) touche au cœur d'un appareil d'État de sécurité violent et exige plutôt l'utilisation des ressources pour les besoins humains. □



Un groupe de soutiens à Joe Biden avec une banderole « Les migrants doivent pouvoir rester ici ». © Sdkb / Wikicommons



# Un virus très politique...

PAR GÉRARD CHAOUAT\*

*Il était prévisible et même prévu notamment depuis l'épidémie de SARS-1 en 2002-2003 qu'une nouvelle infection à corona virus était dans les limbes.*

**L**e Covid-19 est un nouveau virus de la famille des corona (Covid veut dire COrona Virus Disease) connue jusque vers les années 2000 pour le rhume, affection contagieuse mais non grave.

Une mutation dangereuse car entraînant des infections létales en affectant les poumons est apparue pour la première fois chez l'homme lors de l'épidémie de SARS-1 ou SARS-C ou SARS-Cov-1 (Severe Acute Respiratory Syndrome, COrona Virus associated disease) en 2002 en Chine dans le Guandong (8096 cas dans environ 30 pays, ne causant « que » 774 décès), se diffusant dans le monde entier jusqu'en 2004. Une autre épidémie à Corona eut lieu en 2015 en Corée du Sud : le MERS (Middle East Respiratory Syndrome) apparut en 2012 en Arabie saoudite : 1154 cas d'infections confirmées dont au moins 434 mortels. Des virus donc plutôt létaux, mortels, mais relativement peu contagieux...

À l'inverse, les taux de létalité sont faibles pour Covid-19 (0,5 à 1% pour l'OMS). Ce taux est cependant supérieur à celui de la grippe saisonnière (0,1% en moyenne). On mesure ici le « taux de létalité réel » (Infectious Fatality Rate, IFR), qui est le rapport entre le nombre de morts et le nombre de personnes qui ont été infectées. On ne fait donc pas le rapport du nombre de morts aux seuls cas testés positifs, mais à l'estimation de tous ceux qui ont été infectés par le virus.

## L'ÉPIDÉMIE

Les chiffres de décès Covid sont souvent largement sous-estimés, soit par ignorance (cas des EHPAD en France), soit pour des raisons politiques (Chine, Brésil, Russie...). Ainsi alors que la Chine reconnaît pour Wuhan (11 millions d'habitants) environ 50 000 cas et 2531 décès (quand même 5% de mortalité), la distribution des urnes pour la Fête des

Morts suggère de 50 000 à 100 000 décès, voire plus encore. Dans une interview à *Sciences et Avenir la Recherche*, le Dr Georges Ga Fu Kao, directeur du CDC (Centre de contrôle et de prévention des maladies) chinois, parle en fait de 82 000 cas, avec un cas symptomatique pour 6 à 7 asymptomatiques.

De façon générale, s'il n'y a pas eu récemment de décès supplémentaires en grand nombre à Wuhan, les chiffres et même la chronologie chinoises sont sujets à caution, ce qui participe de l'alimentation des théories complottistes. Pour le Brésil, les chiffres officiels sous Bolsonaro sont complètement sous-évalués, mais il est extrêmement difficile de se faire une idée du nombre réel de cas et de décès.

Par ailleurs, dans les différents pays, le décompte des décès attribués au Covid ne repose pas sur des méthodes homogènes.

## ORIGINE

Le « nouveau virus » pour l'homme est un coronavirus de la chauve-souris puis du pangolin, avec recombinaison avec un virus du pangolin, hôte intermédiaire. Il est aussi possible que le virus se soit recombéné dans la transmission directe de la chauve-souris à l'homme. L'autre hypothèse est que le virus est là et dormant depuis longtemps.

Il serait en tout cas « apparu » sur un marché de Wuhan (province de Hubei) début décembre 2019.

Ce type de transmission a déjà existé : Ebola, le Sida (Afrique, origine le chimpanzé et/ou le singe vert). L'idée de Trump de « virus chinois » ne cadre pas pour la grippe H1N1 originaire d'un élevage au Mexique, par exemple. Quant à un complot de l'armée US ou des laboratoires chinois, elle se heurte à la « grippe espagnole » apparue en Chine dans la région de Canton, avant tous travaux de génie génétique, virose

partie du canard et passée à l'homme via le porc.

L'hypothèse d'une fuite de ce virus d'un laboratoire au cours d'études de routine des virus de chauve-souris ne peut être totalement écartée mais paraît extrêmement improbable.

## LES CLUSTERS, « VAGUES » OU REBONDS

Le virus se dissémine par foyers (clusters). C'est la raison pour laquelle il existe des disparités géographiques au sein d'un même pays qui faussent parfois l'appréciation de la progression de l'épidémie si on se limite aux statistiques nationales. Hors la diversité de peuplement, ces différences sont mal comprises, mais, sans surprise, dans une même vague, ce sont les populations les plus pauvres qui sont le plus touchées.

L'hypothèse d'un virus saisonnier sensible à la chaleur ne tient pas face aux disparités.

Par contre, que le virus épuise temporairement un foyer avant de ré-exploser ultérieurement semble avéré, et des cofacteurs (comme pour la grippe) sont à rechercher pour la saisonnalité, mais là encore on est plutôt ignorant.

On peut noter des décalages entre pays. Ainsi, l'épidémie explosait-elle en Amérique du Nord et Sud pendant un relatif répit en Europe pendant l'été. En ce qui concerne l'Europe, un coup d'arrêt avait été donné à la fin du printemps avec les succès des politiques de confinement.

Depuis septembre (avec des disparités) la courbe des infections remonte, et ce n'est pas dû à la seule augmentation du nombre de tests, donc de patients détectés, car le taux de positivité a crû



progressivement, suivi par une reprise des hospitalisations, et une reprise décalée des entrées en réanimation. Les progrès réalisés (anticoagulants, dexaméthasone, nouvelles procédures d'oxygénation, etc. ont cependant permis de diminuer le pourcentage de décès, et le taux de progression est plus lent qu'en mars-avril.

On peut incriminer à ces sujets l'effet protecteur des mesures barrières et la diminution de la charge virale à travers le masque. On peut néanmoins parler de rebond ou de deuxième vague.

Par contre, que le virus mute continuellement est une réalité, même s'il est beaucoup moins mutagène que HIV ou polio, à titre d'exemple. Douze mutations ponctuelles ont été décrites, sans effet sur la contagiosité du virus ou sa létalité. Mais si cela explique la prépondérance croissante de ce mutant, sa létalité n'est pas affectée. Il n'existe pour l'instant aucune preuve par exemple que le virus « soit devenu plus (ou moins...) dangereux » entre août et fin septembre...

#### ASPECTS D'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Épidémies et pandémies se répètent de plus en plus souvent. Les écosystèmes sont pillés pour des plantations, des bois précieux, et « confrontent » l'homme à des virus sans contact antérieur donc sans immunité protectrice que le contact soit direct (manipulation, dépeçage, nourriture) ou indirect (les tiques, par exemple).

L'exemple historique est la variole introduite en Amérique par les Espagnols, puis le dépôt intentionnel de couvertures et vêtements infectés auprès des communautés indiennes.

Ajoutons les routes transforestières et en savanes « désenclavant » des micro-communautés auparavant isolées – ce qui limitait la propagation – et les marchés d'animaux vivants, à hygiène limite – tiques, mouches, etc. S'y surajoute la mondialisation capitaliste : avions gros porteurs, paquebots de croisière, etc., lieux de contamination idéaux et... rapides.

La diffusion du virus a d'ailleurs suivi les routes commerciales et s'est faite d'abord via les liaisons intercontinentales privilégiant les cités et épargnant les campagnes et les zones de faible densité.

#### LES ABERRATIONS DE LA RECHERCHE

Les coronavirus sont connus depuis SARS-1. Leur structure permet de déterminer des éléments communs à la famille, cibles d'anticorps neutralisants et où de cellules tueuses, ainsi que des cibles pour des antiviraux. On peut donc envisager des vaccins « anti tout corona » (des « pan vaccins ») et des antiviraux corona spécifiques. C'est exactement ce qu'ont fait plusieurs labos dès SARS 1. Je prendrais l'exemple de la France mais c'est aussi le cas ailleurs.

Mais, pour cela il faut soit des crédits réguliers pour financer la recherche fondamentale, soit se résoudre, les crédits récurrents ayant fondu en biologie depuis la fin des années 80, à passer par les « appels d'offres » notamment de l'ANR (Agence nationale pour la recherche) très souvent déterminés par l'intérêt économique immédiat et/ou une faisabilité rapide.

Ce qui en fait est aberrant en biologie et nie le rôle du hasard et de la sérépendité (conjonction du hasard et de la sagacité du chercheur, NDLR) et les projets « hors mode, hors norme » donc les projets originaux en science. Par exemple, chacun sait que ni la découverte de l'accélération de l'expansion de l'univers ni celle de « la matière noire » n'étaient planifiées au départ. La recherche des « trous noirs » si, comme conséquence de la relativité.

L'histoire des « pan vaccins corona » français est exemplaire... Il existait un laboratoire qui s'y dédiait, avec des pistes prometteuses. Reprenons les déclarations de Bruno Canard, virologue au CNRS, dans *le Monde* : « *On venait alors de lancer [en 2002] de grands programmes de génomique structurale sur les virus pour essayer de ne pas être pris au dépourvu en cas d'émergence. La démarche est très simple : comment anticiper le comportement d'un virus que l'on ne connaît pas ? Eh bien, simplement en étudiant l'ensemble des virus connus pour disposer de connaissances transposables aux nouveaux virus. Un projet européen lancé à cette fin à l'époque a été suivi d'autres programmes. L'irruption du SARS-CoV en 2003 a illustré la pertinence de cette démarche. Cela nous a conduits à décrire une première structure cristallographique dès 2004. [...] Je pense qu'énormément de temps a été perdu entre 2003 et aujourd'hui pour trouver des médicaments. En 2006, l'intérêt pour le SARS-CoV avait disparu ; on ignorait s'il allait revenir. Nous*

*avons alors eu du mal à financer nos recherches. »*

De même, Didier Sicard (président du Comité national d'éthique jusqu'en 2008 et très impliqué dans la création de l'institut Pasteur au Laos, constate à quel point la transformation de la forêt primaire rapproche l'homme des chauves-souris et donc d'un réservoir de virus trop peu étudié. Il dénonce donc le sous-investissement de la France dans cet Institut Pasteur. « *Ce qui me frappe toujours, c'est l'indifférence au point de départ. Comme si la société ne s'intéressait qu'au point d'arrivée : le vaccin, les traitements, la réanimation. Mais pour que cela ne recommence pas, il faudrait considérer que le point de départ est vital. Or c'est impressionnant de voir à quel point on le néglige. L'indifférence aux marchés d'animaux sauvages dans le monde est dramatique. On dit que ces marchés rapportent autant d'argent que le marché de la drogue<sup>1</sup>. »*

Évidemment, crapahuter pour analyser les virus des chauves-souris n'est pas rentable ni immédiatement ni à long terme pour le « big pharma ». Ou plutôt ne l'est plus guère : même la recherche systématique d'antibiotiques par analyse des plantes sauvages, par exemple, a déperé.

#### UNE POLITIQUE À COURTE VUE

Quand les premiers cas se sont déclarés, il y a eu en Europe, et notamment en France, sous-estimation du danger tandis que le système de santé avait subi les coups des politiques néolibérales. Citons Agnès Buzyn, l'ex-ministre de la Santé, « *Le risque d'introduction en France est faible mais ne peut pas être exclu* » alors que l'OMS multipliait les « avertissements ». Et Olivier Veran : « *Nous agissons vite, nous agissons fort pour faire face à la menace épidémique* », avec l'annonce que « *tous les départements de métropole disposeront d'au moins un centre hospitalier capable d'accueillir les malades et de les prendre en charge du début à la fin* ».

En réalité : hôpitaux submergés (près de 20 000 lits supprimés sous Sarkozy Hollande Macron) transferts par TGV, manque de masques (liquidation sans renouvellement des stocks ; mensonges sur leur inutilité en mars rendant quasi illisible leur imposition ultérieure ; masques payants et non gratuits ; manque de tests faute d'achats de réactifs PCR, pénurie de

médicaments, de blouses, etc.

Dans la recherche et les hôpitaux, on a eu affaire à une politique de flux tendus et de désinvestissement dont on voit les conséquences. Et il était à craindre que pénuries et couacs se répètent lors de la levée du confinement avec, en plus, des menaces sur les libertés individuelles. C'est exactement ce que l'on a eu pour la deuxième vague.

### LES CHOIX ASIATIQUES

C'est le traitement préventif et un confinement strict et de longue durée qui a permis en Chine de localiser et apparemment juguler l'épidémie. Au prix de mesures drastiques que l'on voit mal pouvoir appliquer en France. Après un retard provincial important, les autorités provinciales du Hubei bloquent tout à Wuhan, Huanggang et Ezhou (22 millions d'habitants) et le 25 janvier, les autorités élargissent la quarantaine à

presque toute la province de Hubei (56 millions d'habitants), avec confinement dans les maisons (qui ira jusqu'à fermer /souder les serrures d'appartements de contaminés).

En parallèle, sont instaurés de stricts contrôles aux frontières, tandis qu'est lancée la construction en urgence d'hôpitaux de campagne. Ces

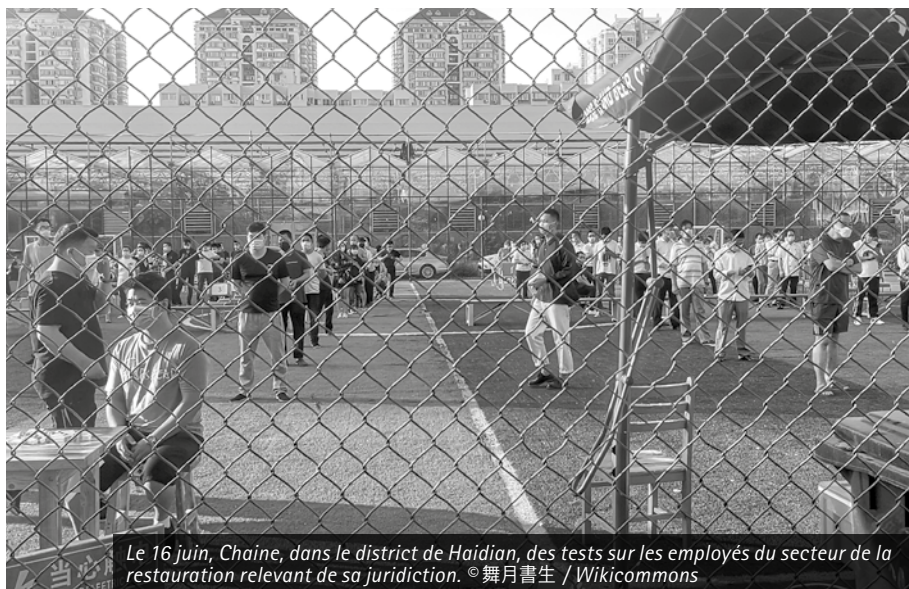
mesures ont jugulé totalement l'épidémie à Wuhan.

Mais il faut noter que la reprise du travail expose ensuite à une deuxième vague – hors Hubei – les zones non infectées, Pékin et Shanghai par exemple. C'est en fait peu probable, tant la réponse du régime à tout redémarrage se fait sur le même mode qu'à Wuhan. Alors que le strict contrôle aux frontières et les quarantaines imposées semblait cadenciser toute reprise. Nationalement, seuls quelques nouveaux malades sont recensés chaque jour, la quasi-totalité étant des Chinois revenus de l'étranger et placés en quarantaine dès leur arrivée. Mais la découverte à Qingdao de six cas de coronavirus et six cas asymptomatiques a provoqué un quasi-isolement temporaire et le

dépistage de cinq districts de Qingdao « sous trois jours » et de la totalité de la ville « sous cinq jours » soit au moins 5 (et peut être 9) millions de personnes. Des mesures très similaires ont été prises au Vietnam, avec confinement généralisé et quarantaine, et reconfinement de cités entières telle Da Nang en juillet (avec rien moins que l'évacuation de 80 000 touristes). Résultat : 268 cas et zéro décès pour 93 millions d'habitants, mais 1122 cas au total et 35 décès après le pic de juillet et un mini pic en octobre. On a beaucoup glosé sur cette « reprise » mais 35 décès comparés aux chiffres européens, c'est *no comment*. Cette stratégie restera en place jusqu'à au moins fin 2021.

De telles stratégies semblent peu applicables en Europe si on en juge par l'effet des fermetures de bars à Marseille, Liverpool, Madrid, etc.

Cette stratégie extrême n'est en fait



Le 16 juin, Chaîne, dans le district de Haidian, des tests sur les employés du secteur de la restauration relevant de sa juridiction. © 舞月書生 / Wikicommons

pas celle mise en place en Corée ou Taiwan. La Corée en 2015 a souffert du corona MERS venu d'Arabie Saoudite : 1154 cas d'infection confirmées et au moins 434 mortels. Alerte faible mais la Corée en tire les leçons et se prépare à la prochaine inévitable épidémie. D'où par exemple la disponibilité de plus de 10 000 tests par jour, avec plus de quarante cliniques ambulantes. Puis des foyers sont isolés, masques et gants diffusés massivement, et on analyse, une fois diagnostiqués, les foyers : les proches de toutes les personnes contaminées sont ainsi recherchés de façon systématique, avant de se voir « proposer » un test de dépistage. Enfin, il y a désinfections des locaux, des rues, et ce dès la première vague de contamination (7755 cas au 11 mars), et un très

grand nombre de PCRs (test diagnostique). Les déplacements des malades avant qu'ils ne soient testés positifs sont reconstitués au moyen des images de vidéosurveillance, de l'utilisation de leur carte bancaire ou du bornage de leur smartphone (qui sert aussi des applications du type Stop Covid), puis rendus publics.

On peut douter là encore que ça « passe en France », mais ce qui compte (comme à Taiwan, autre modèle) ce sont les tests (plus de 10 000 par jour) avec y compris des cliniques ambulantes, le tout de façon, ordonnée et planifiée.

La Nouvelle-Zélande a aussi un bon bilan au prix de mesures drastiques. Fermeture des frontières dès mars, sept semaines de confinement national et strict entre mars et mai. Mise en place là aussi d'une application – NZ Covid Tracer app – pour retracer tous les contacts d'une personne contaminée. De plus :

chaque entreprise, chaque magasin, chaque restaurant a l'obligation d'afficher à l'entrée un QR Code que chaque personne doit scanner avant d'entrer.

Dans tous ces pays, la discipline de la population a été quasi-totale. Si cela a entraîné des dégâts économiques (plus forts en Nouvelle-Zélande qu'à Taiwan, Singapour, en Corée, etc.), il n'en reste pas moins que la zone Pacifique a géré la crise. Les chiffres économiques

de la Corée et de Taiwan montrent une baisse bien plus faible du PIB que dans les pays européens et américains ou en Inde où le confinement mal géré n'a pas empêché l'épidémie d'être quasi hors de contrôle, le tout conjugué à une baisse abyssale du PIB (- 23,9 % d'avril à juin !).

### EUROPE ET AMÉRIQUES

Tel n'a pas été du tout le cas des pays européens (nous ne parlerons pas ici de la Russie vu une certaine opacité des chiffres, idem pour l'Iran, etc.), latino-américains et d'Amérique du Nord et centrale. Deux types de



stratégie ont été appliqués : confinement / restrictions ou recherche de l'immunité de groupe.

Pour ce qui est de l'immunité collective, qui a été mise en œuvre plus ou moins ouvertement, cette vision est basée sur le fait que la population infectée développera une réponse anticorps (et cellulaire?) et que l'épidémie s'éteindra. Passons sur le fait que rien ne prouve (au contraire) que l'immunité dure plus de 5-6 mois en conditions naturelles.

Cela a été la démarche appliquée en Suède. Dans ce cadre, pas de confinement, pas de masques, entre autres. Une telle stratégie a des côtés eugénistes vis-à-vis des vieux, et surtout nécessite qu'au moins 60% de la population ait été infectée. On en est loin, et la maladie a commencé d'affecter massivement les jeunes. C'est une marque d'échec de la réponse par immunité collective, avec cerise sur le gâteau une mortalité par million d'habitants 6 à 10 fois supérieure par rapport aux voisins scandinaves, à densité et mode de vie équivalents (Finlande, Norvège). Un « succès » qui a amené à l'automne la Suède à durcir son dispositif.

Le confinement est une mesure sanitaires efficace. Il a d'abord un coût économique certain côté production pour les capitalistes et côté distribution via la restriction de consommation. Il est catastrophique pour certains secteurs (restauration, tourisme, culture). Le coût social est considérable pour un très grand nombre de travailleurs sans indemnités de chômage et pour la jeunesse...

Il n'est pas possible ici de revenir sur les différentes politiques nationales. En France, après la première vague déjà évoquée, le gouvernement a laissé filer les choses pendant l'été et annoncé son refus d'un nouveau confinement avant d'instaurer un couvre-feu, puis un confinement « aménagé ».

Les lieux majeurs de contamination continuent de fonctionner souvent sans dispositifs suffisants : entreprises, transports, écoles (il est établi que les enfants sont paucisymptomatiques<sup>2</sup> ou asymptomatiques, mais contaminants), EHPAD. Le souci de préserver l'économie aux dépens de la vie socioculturelle des individus est patent.

## TRAITEMENTS ET VACCINS

« Rhinocéros noir » prévalant, aucune recherche n'a eu lieu sur les voies

métaboliques des coronas : aucun intérêt pour une épidémie à venir et un marché incertain. C'est d'ailleurs ce qui freine encore actuellement : si on a un vaccin, il n'y aura plus de place pour un traitement éventuellement coûteux à développer et qui ne sera plus amorti, et aucun intérêt pour les labos.

Donc ont été testés les antiviraux existants, qui, tous, avaient montré leur inefficacité in vivo sur SARS-1 et MERS (hydroxychloroquine compris). Des progrès sont ceci dit en cours sur les voies du complément, de l'interleukine, le rôle des interférons, etc. Les progrès les plus notables ont été obtenus en réanimation de façon symptomatique : anticoagulants, dexaméthasone et nouvelles procédures d'oxygénation ont permis d'améliorer très significativement le pronostic.

La course aux vaccins est emblématique. Les phases 1 et 2 ont donné des résultats positifs en réponse anticorps. Mais on ne sait pas toujours bien – quand elle a été mesurée – les résultats en réponse cellulaire (pourtant connue comme étant souvent la plus importante). Parfois on l'a mesurée de façon très indirecte (production d'interféron gamma pour un vaccin chinois). Mais l'exemple de la dengue montre que l'économie d'une phase 3 peut aboutir à une catastrophe.

D'autant que l'on a peu d'informations sur l'arrêt temporaire des tests des vaccins Astra Zeneca, ou Johnson and Johnson. On peut simplement noter que l'un et l'autre sont dirigés contre Spike, une protéine virale qui se lie à ACE2. Or ACE2 est une protéine qui peut très bien avoir un récepteur/activateur sur des cellules peu étudiées. D'autres mécanismes (vaccins ADN, ARN etc.) ont fait l'objet d'études et tests plus ou moins avancés. Un autre problème : la voie classique d'administration des vaccins ne serait pas la bonne. Il faudrait choisir une voie qui vise plus spécifiquement une réponse d'anticorps sécrétoires (associés aux muqueuses) et donc une voie nasale.

Enfin, il est très probable qu'il faille deux injections. Exemple : les Russes ont adopté un mélange entre ce qui se fait à Oxford avec Astra Zeneca, utilisant l'adénovirus 26, un autre adénovirus humain, et un vaccin basé sur l'adénovirus 5, comme en Chine. Leur vaccin est un mélange des deux, la première injection devant se faire avec l'adénovirus 26, la deuxième injection booste le système immunitaire avec l'adénovirus

5 (Georges Fu Gao).

De toute façon, on peut dire qu'il faudrait vacciner 70 % de la population. Alors, si l'on fait un petit calcul sur la population mondiale de 7 milliards de personnes, cela fait environ 5 milliards de gens à vacciner, la production nécessaire pourrait prendre un an, et si tous les vaccins sont disponibles. De plus, il faudra mettre en œuvre une logistique énorme.

## COMPLOTISME

On ne peut malheureusement pas ne pas dire un mot du complotisme, très présent aux USA, mais aussi en Europe, et notamment en France. Si Raoult a dû finalement avouer qu'il n'avait pas de lits de réanimation, et rajouter « hôpital de jour » sur ses traitements, ce qui explique pour ceux qui ne l'auraient pas compris son taux de « succès » (il ne « traite » que les cas légers, les cas graves sont transférés dans les hôpitaux marseillais et comptabilisés là-bas), cela n'a pas empêché après avoir nié le caractère immunisant de la maladie (les sértests doivent être faits avec des anticorps fantômes) de nier la deuxième vague.

Beaucoup plus ahurissants encore sont Laurent Toubiana, épidémiologiste modélisateur formé à Thomson CSF, et Jean-François Toussaint, professeur de médecine du sport, l'un et l'autre « grands virologistes et immunologistes » qui vont avec d'autres de télé en télé expliquant depuis août qu'il ne se passe rien ou que manifestement l'épidémie décroît. S'y agrègent des « spécialistes » de la « non pandémie » (deuxième pandémie dans le monde quand même), des « spécialistes » de l'inutilité des masques dont un viré de l'université d'Ottawa, Denis Rancourt. Tous dénonçant – en dépit de la concurrence acharnée que se livrent les gros labos comme Sanofi vs. Sandoz Novartis... ou les startup – une entité unique « Big pharma » manipulée par Bill Gates, manipulant l'OMS. Il est regrettable que, de la saga Hydroxychloroquine aux anti-vaccins, on trouve dans cette galaxie un certain nombre de militants de gauche... □

\*Gérard Chaouat est directeur de recherche émérite au CNRS, immunologiste spécialiste de l'immunologie de l'implantation.

1) Son interview, <https://www.franceculture.fr/sciences/didier-sicard-il-est-urgent-denqueter-sur-lorigine-animale-de-lepidemie-de-covid-19>

2) Ils présentent peu de symptômes.

# Le commerce au temps du coronavirus

PAR LD

*Dans le bouleversement global engendré par l'épidémie de coronavirus et ses multiples répercussions, en particulier au plan économique, le secteur du commerce occupe une place à part.*

Outre que le commerce est devenu, avec le déclin de l'industrie, la première source d'emplois privés en France, les plus de 700 000 salariéEs de la grande distribution se sont retrouvés, derrière celles et ceux de la santé, en « seconde ligne », sommés de satisfaire les besoins alimentaires décuplés de millions de personnes confinées. Des centaines de milliers d'autres ont été placés en chômage partiel suite à l'interdiction d'ouverture de leur enseigne, une minorité en télétravail comme les métiers d'exécution. Secteur précarisé, à commencer par l'importance du temps partiel, essentiellement féminin et avec une présence syndicale réduite, c'est l'expérience d'être les premiers de corvée que les personnels encore en poste ont vécu. Après avoir été encensés comme les hospitalierEs, c'est désormais à un amère retour à la « normale », sur fond de plans de licenciements, qu'elles et ils sont confrontés.

## DE CONFINEMENT EN « CONFINEMENT »

Le 14 mars 2020 tombe l'annonce par Édouard Philippe, alors Premier ministre, de fermeture des écoles et des commerces dits non-essentiels puis, le 16 mars, celle par Emmanuel Macron d'un confinement strict de la population dès le lendemain. Outre les cafés-restaurants, c'est la douche froide pour la plupart des commerces spécialisés, qu'ils soient indépendants ou de chaîne, et des grands magasins qui font l'objet d'une fermeture administrative, suivie de la mise en chômage partiel de millions de travailleurEs.

Le second confinement, commencé le 30 octobre dernier et toujours en cours à l'heure où ces lignes sont écrites, est certes plus souple dans ses modalités que le précédent mais l'attention des autorités s'est focalisée sur la

fermeture, outre des activités visées lors du premier confinement, de certains rayons de la grande distribution : pour avant tout calmer la fronde des commerçants plus que par souci sanitaire face à l'omnipotence d'Amazon, le gouvernement a ordonné, à partir du 4 novembre, la fermeture des rayons textile, jouets, livres, etc. Il s'en est suivi un bras de fer entre les distributeurs et le pouvoir, les premiers usant, voire abusant du chômage partiel en guise de moyen de rétorsion.

La réouverture, samedi 28 novembre, des commerces en question, avec un protocole sanitaire renforcé pose également question : l'instauration d'une jauge de 8m<sup>2</sup> par client mais qui ne prend pas en compte la présence du personnel ainsi que l'obligation de son contrôle, pour les surfaces de plus de 400 m<sup>2</sup>, pas toujours réalisé par des agents de sécurité dont c'est le métier. C'est aussi la généralisation temporaire du travail dominical et nocturne pour les fêtes qui relève du miroir aux alouettes : outre le fait qu'un chiffre d'affaires perdu ne se rattrape pas, il suffit de s'être rendu une fois un dimanche de Noël dans un magasin bondé pour comprendre le risque de cluster que cela représente. On appréciera enfin la pertinence d'inciter la clientèle à faire ses achats jusqu'à 21 h et d'obliger les salariéEs à travailler jusqu'à cette heure alors qu'un couvre-feu est mis en place à partir du 15 décembre.

## UNE CRISE OPPORTUNE POUR LES EMPLOYEURS

Les grands gagnants de cette crise sont, d'une part, les plateformes de livraison et, d'autre part, la vente en ligne : les livreurEs, parfois sans-papiers, de Deliveroo, Frichti, Stuart ou Uber Eats ont été parmi les seuls à braver le virus dans les rues, au côté des éboueurEs.

Sous statut d'auto-entrepreneur, pas d'inquiétude pour les plateformes qui les emploient de se voir poursuivies pour faute inexcusable de l'employeur en cas de contamination... Les commerces en ligne, en constante progression depuis des années, ont vu eux exploser leur fréquentation, même si leur part dans le commerce total tutoie encore la barre des 10%. C'est sans surprise Amazon, à côté d'autres entreprises nationales de e-commerce comme Cdiscount ou Fnac.com, qui se taille la part du lion avec une vente sur cinq. L'enseigne a vu son chiffre d'affaires en France bondir de 67% en novembre dernier, contribuant ainsi à l'indécente fortune de son fondateur, Jeff Bezos, qui gagne désormais en six secondes autant que la vie de travail d'unE salariéE.

On se souvient de la déclaration de Serge Tchuruk, ex-PDG d'Alcatel, qui rêvait d'une entreprise sans usines. Avec la crise du Covid, c'est la tendance d'un commerce sans magasins qui sort renforcée : généralisation du click and collect, retour de la vente au comptoir et essor des caisses automatiques là où on pouvait espérer que le rôle social de la caissière sorte renforcé par l'expérience du confinement, aller faire ses courses représentant une des rares occasions de sortie. Cette crise est en fait un puissant accélérateur des transformations, pour emprunter le jargon patronal, déjà à l'œuvre avant l'épidémie, et pour diminuer la masse salariale.

En effet, dès la fin du premier confinement, les plans de licenciements collectifs tombent comme à Gravelotte (cf. encadré). Le secteur de l'habillement en particulier connaît une saignée sans précédent qu'on peut comparer



au démantèlement de la sidérurgie dans les années 1970. Pourtant, outre les allègements de charges pérennes déjà consenties depuis des années, le gouvernement a versé à ces entreprises des milliards d'euros d'aides, dont des prêts garantis par l'État, sans chercher à leur imposer une quelconque contrepartie en matière de maintien des emplois. Dans les plus petites entreprises, les licenciements économiques déguisés, à commencer par la fin des périodes d'essai, et les liquidations, qui vont y compris à terme redessiner les centres-villes et commerciaux suite à la fermeture des boutiques, sont légion.

### FACE AUX PATRONS ET AU COVID, DES RÉSISTANCES QUI NE DEMANDENT QU'À SE RENFORCER

Les premiers jours, les salariéEs de l'alimentaire, toujours en poste lors du premier confinement, ont été confrontés à une situation de chaos : d'abord la ruée de la clientèle sur les produits de première nécessité qui donne lieu à des situations tendues en magasin. Puis l'absence criante de moyens de protection avec le manque de gel hydroalcoolique, celui de masques, dont le port était dépeint comme anxiogène vis-à-vis de la clientèle par des directions, et de gants qui a poussé les caissierEs à improviser des protections de fortune dans l'attente de la fixation de vitres en plexiglas.

En particulier là où il existe une implantation syndicale, c'est le personnel lui-même qui a pris en main la gestion du magasin au moment où beaucoup de cadres étaient à l'abri en télétravail. La mise en œuvre, à une échelle inédite, du droit de retrait, en dépit des menaces de sanction financière et/ou disciplinaire de la part de certains employeurs, a également contribué à ce que ces derniers mettent rapidement en place des mesures de sécurité appropriées sur fond de décès de dizaines d'employéEs en raison du Covid, en particulier chez Carrefour et dans la sécurité.

Face au risque de pénurie et pour pousser ces salariéEs à continuer à venir travailler avec la peur au ventre, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, exhortait, dès le 20 mars 2020, les entreprises de la grande distribution à leur verser une prime défiscalisée de mille euros. Son versement,



Mobilisation des salariéEs de Auchan Clermont. DR

une fois le confinement levé, s'est le plus souvent révélé une supercherie : peu d'entre elles et eux, en particulier dans les magasins franchisés, ont finalement eu l'intégralité de cette somme, se voyant appliquer des critères de versement restrictifs, voire discriminatoires comme à Monoprix. Ainsi, un employé de cette enseigne, hospitalisé plusieurs semaines pour avoir contracté le virus, a vu sa prime amputée en raison de son absence, ce qui a provoqué la mobilisation de la CGT, réprimée depuis par la direction qui a saisi la justice pour entraver les manifestations de colère devant les magasins.

Dans les entrepôts Amazon, toujours ouverts et tournant à plein régime, l'incompréhension du personnel vire rapidement à la révolte via le recours à la grève et au droit de retrait sur l'ensemble des sites. Alors que les cas de contamination explosent et que la direction se réfugie dans le déni, Solidaires, rejoint ensuite par plusieurs autres syndicats, saisit la justice qui ordonne, le 14 avril 2020, à l'entreprise US de limiter ses expéditions aux produits essentiels et ce sous peine d'un million d'euros d'astreinte. La riposte de l'entreprise ne se fait pas attendre, qui va fermer pendant un mois ses entrepôts français, mettant ainsi à l'abri du virus plus de 10 000 salariéEs et leurs proches avec un maintien de salaire assuré par l'entreprise. Le procès en appel confirme le premier jugement et a poussé depuis la direction à revoir ses rapports avec les organisations syndicales ainsi qu'à tenir compte de l'hostilité d'une partie de l'opinion qui s'inquiète de son essor.

La crise du coronavirus et la mise à nu, le plus souvent, du rapport d'exploitation, ont mis à rude épreuve la conscience des salariéEs du commerce au regard de leur existence, pas uniquement sociale mais tout court. L'importance des demandes d'informations, surtout dans les très petites entreprises, sur leurs droits en matière de sécurité dans cette période, et celle de pouvoir répondre collectivement aux abus de patrons pour qui la santé, voire la vie d'unE travailleurE, est une peccadille, offrent des possibilités supplémentaires aux organisations syndicales — et leur donnent une responsabilité — de renforcer leur implantation dans ce secteur, seule à même de créer un rapport de forces pérenne. □

#### Principaux plans de licenciements en cours dans le commerce et les services et nombre d'emplois concernés.

Distribution spécialisée : Alinéa (992), Kingfisher (159), Parashop (89), PicWicToys (447).

Grande distribution : Auchan (1 200), Fauchon (77), ITM LAI (133).

Habillement : Abercrombie (89), André (400), Camaïeu (500), Celio (383), Gap (500), La Halle (1 938), Kidiliz (900), Naf Naf (129), Orchestra (600), Le Printemps (330), Promod (83), Tati (89).

Hôtellerie-Restaurant : ACCOR (400), Compass (1 300), Disney (1 000), Elior (1 900), Sodexo (2 000), UES Constellation (247).

# 1920, le congrès de Tours et la naissance du PCF : Scission entre réformistes ou moment révolutionnaire ?

PAR MANON BOLTANSKY

*Contrairement à la postérité symbolique de la date du Congrès de Tours de 1920 dans l'imaginaire des militants politiques et syndicaux, les débats politiques et stratégiques qui l'ont constitué restent relativement absents de notre formation historique et méconnus au sein de l'extrême gauche (en dehors du Parti communiste évidemment plus familier de cet héritage). C'est pourtant un moment capital où de nombreux débats ont lieu dans le contexte de la vague révolutionnaire qui a suivi la Première Guerre mondiale.*

**S**ans doute aveuglés par la multiplication des expériences et des crises révolutionnaires en Europe, et particulièrement autour de la Révolution russe de 1917, le congrès de Tours a pu ainsi passer inaperçu dans cette période si riche. Il a pu même parfois être considéré comme se résumant simplement à la conséquence attendue d'une situation historique déjà tranchée par les événements. L'enjeu a pu ainsi être balayé, selon divers courants du mouvement ouvrier, par l'idée que ce congrès n'était qu'une scission entre différents courants réformistes, sans leçons théoriques pour les révolutionnaires, ou bien encore qu'elle fut la première preuve d'une révolution russe autoritaire et bureaucratisée par essence. Ou bien encore, passé au filtre de l'optimisme volontaire de notre courant politique : se pourrait-il que ce congrès soit le dernier moment révolutionnaire de la jeune III<sup>e</sup> Internationale, dans la perspective de la construction d'un parti mondial pour la révolution ?

## LA DEUXIÈME INTERNATIONALE

La Deuxième Internationale s'était constituée en 1889, dans une phase de croissance sans précédent de la classe ouvrière. Une croissance à la fois numérique, dans le cadre du développement du capitalisme européen et occidental dans la période dite de révolution industrielle, avec le développement de concentrations ouvrières de plus en plus importantes, mais également une évolution qualitative de la conscience de classe autour d'un essor politique et organisationnel sans précédent. Le SPD (Parti social-démocrate) allemand, un parti de plusieurs centaines de milliers de membres, reste à cette époque le modèle de construction pour la Deuxième Internationale. Il jouit par ailleurs d'une aura importante car il apparaît dans le reste du mouvement ouvrier international comme le parti de masse héritier direct de Marx et Engels. Il est déterminant dans la conception d'une Deuxième Internationale très marquée par la question des nations et le poids et l'autonomie respective des partis nationaux.

Bref, elle est essentiellement à cette époque une fédération d'organisations assez peu structurée et centralisée. Elle va cependant être heurtée de plein fouet par deux événements majeurs : 1914 et le début de la guerre, puis en 1917 par l'explosion de la révolution russe.

## AOÛT 1914 : LA FAILLITE DE LA DEUXIÈME INTERNATIONALE ET LE VOTE DES CRÉDITS DE GUERRE

L'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914 marque symboliquement la défaite du courant du mouvement ouvrier opposé à la guerre impérialiste. Les résolutions socialistes, pourtant votées et discutées les années précédentes<sup>1</sup>, sont rapidement oubliées et balayées dans le vote des crédits de guerre.

Il y eu certes, à la veille de la guerre, de manifestations puissantes de travailleurs organisées pour s'y opposer dans les principales puissances mais qui furent, avec le renfort d'une partie importante des dirigeants du mouvement ouvrier socialiste et syndical, rapidement contenues. Dès juillet 1914, des

socialistes entraînent au gouvernement et participaient à envoyer des millions d'ouvriers à la mort dans la boucherie que fut la Première Guerre mondiale. Cette tendance menée entre autres par Léon Blum et Guesde aura jeté les masses ouvrières dans l'impasse mortifère de l'unité patriotique, de « l'Union sacrée ». La CGT également, même si elle ne rentre pas au gouvernement et à l'exception d'une petite minorité, finit également par se rallier à l'union sacrée. Cette trahison a évidemment des conséquences durables et profondes sur le mouvement ouvrier européen et ses or-

ateurs de la conférence de Zimmerwald.<sup>2</sup> Ils se retrouveront également au sein des débats du congrès de Tours autour des tendances dites « internationalistes ».

### FONDATION DE LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE : LA NÉCESSITÉ D'UNE INTERNATIONALE POUR LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

L'année 1919 voit le congrès de fondation de la III<sup>e</sup> Internationale ou Internationale Communiste (IC). Celle-ci est fondée, à la différence des Première et Deuxième, sous l'impulsion de la révolution d'Octobre 1917, sur une base théorique

nord du pays à l'été 1920<sup>4</sup>. Une révolution éclate également en Hongrie, cette même année... En France, une grève générale commence autour de la grève historique des cheminots de février-mars 1920 mais qui sera elle aussi mise en échec en mai (en partie à cause de la trahison d'une partie de la direction de la CGT).

La révolution de 1917, l'existence de l'IC et leurs conséquences dans le mouvement ouvrier international, sont ainsi évidemment au centre des débats du congrès de Tours qui s'ouvre en France en 1920. Même si toutes ses tendances saluent la révolution russe le débat se



Agence de presse Meurisse

ganisations. Déjà car une large partie du prolétariat est décimée dans ce massacre, mais également car le prolétariat ressort idéologiquement désarmé par les idées nationalistes de défense de son propre impérialisme et d'alliance au service de sa propre bourgeoisie. Pourtant, une minorité des militants socialistes (dite « minorité de guerre » dans la Section française de l'Internationale ouvrière) et même plusieurs tendances du mouvement ouvrier tentent de creuser une brèche dans le consensus chauvin. Les opposants à la guerre s'organisent ainsi à une échelle internationale, notamment

très délimitée ; c'est-à-dire pour diriger les luttes révolutionnaires<sup>3</sup>. Elle tient ses quatre premiers congrès en mars 1919, juillet 1920, juin 1921 et novembre 1922, dans une période de vague révolutionnaire qui traverse l'Europe. Période qui commence avec la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917 et la mise en place d'un État ouvrier en Russie. L'Allemagne connaît une première crise révolutionnaire en 1918, puis en 1919 autour du soulèvement spartakiste, l'Italie voit la mise en place du premier conseil ouvrier à Turin en septembre 1919, puis d'un mouvement d'occupation des usines dans le

focalise autour de savoir si celle-ci peut être considérée comme un modèle reproductible, notamment quant à la construction du parti révolutionnaire bolchevik d'un point de vue organisationnel et programmatique.

### DÉBUT DU CONGRÈS DE TOURS : DU 25 AU 30 DÉCEMBRE 1920

Au nom de la SFIO, Marcel Cachin et Louis-Oscar Frossard s'étaient rendus à Moscou en juin et juillet 1920 pour assister au congrès de l'IC. L'une des principales décisions du Congrès est la définition des « conditions d'admission



*des Partis dans l'Internationale communiste*», un document passé à la postérité comme «*les 21 conditions*»: contrôle de la presse du parti, des élus, élimination des réformistes et des centristes des postes de responsabilité, propagande au sein de l'armée, soutien aux luttes des colonisés, création de fractions communistes dans les syndicats, épuration périodique du parti, caractère obligatoire des décisions de l'Internationale, etc. Les conditions vont au-delà de la définition d'un programme révolutionnaire mais avancent sur le type d'organisation à construire. Leur objectif est sans ambiguïté: provoquer la scission entre le courant réformiste – ou «centriste» – et révolutionnaire car, comme l'affirme le préambule des 21 conditions, «*l'Internationale communiste est menacée de l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la 2<sup>e</sup> Internationale*». L'adhésion ou non à ces conditions et donc à l'IC sont ainsi ensuite au centre des débats du congrès de Tours.

Plusieurs tendances s'y affrontent autour de ces débats. Sont présents d'un côté les réformistes de gouvernement (autour de Marcel Sembat ou Blum) qu'on appelle «*les majoritaires de guerre*» mais qui sont également identifiés comme la «*résistance à l'adhésion*» à l'IC. La fraction «*Cachin-Frossard*», revenant de Moscou, défend «*la résolution présentée par le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale et par la fraction Cachin-Frossard*» qui propose l'adhésion aux «*21 conditions*». À côté de cela, existe également une fraction centriste appelée «*centre reconstituteur*» autour de Jean Longuet et Paul Faure, favorables en principe à l'adhésion mais plus que réservés sur «*les conditions*». Enfin, la tendance dite de gauche est très peu présente dans les débats car nombre de ses dirigeants sont à ce moment en prison, suite à la défaite et la répression féroce de la grève des cheminots de 1920. Le spectre de Zinoviev et de l'Internationale Communiste flotte sur l'ensemble des débats, et Clara Zetkin (elle-même en fuite car recherchée par toutes les polices d'Europe) ouvre le congrès par un discours très chaleureusement applaudi.

L'issue du Congrès est connue dès le début. Elle est déjà scellée par les votes des militants dans les sections locales et ce congrès enregistre ainsi une large majorité pour l'adhésion, avec pour conséquence également déjà connue

la scission, dont seule l'ampleur reste l'enjeu des débats du congrès.

### LES CONSÉQUENCES DU CONGRÈS DE TOURS

Le congrès de Tours scelle la trahison et l'échec de la stratégie réformiste au sein du mouvement ouvrier. En effet, la question de la guerre concentrait tragiquement de nombreux problèmes politiques stratégiques autour du rapport de la classe ouvrière avec les autres classes, mais également du parti ouvrier avec l'État et le gouvernement. De l'autre côté, il entérine la fondation du Parti communiste (PC-SFIC, Parti communiste – section française de l'Internationale communiste, avant de devenir Parti communiste français en 1943) mais également sa subordination presque totale à la politique de l'Internationale communiste. Comme évoquée précédemment, de longs débats existent au sein du mouvement ouvrier actuel afin de déterminer si «*le ver (du stalinisme) était déjà dans le fruit (de la 3<sup>e</sup> Internationale)*» lors du congrès de Tours. De fait, les 21 conditions, qui sont les «*conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste*» imposées par le parti russe relèvent d'une forme d'autoritarisme qui peut paraître aujourd'hui choquant, particulièrement en ce qui concerne la démocratie interne du parti. Mais ces conditions sont à replacer dans le contexte politique des années 20.

Dans une période de crise révolutionnaire profonde, partout en Europe, et au lendemain de la prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie en 1917, les militants révolutionnaires se posent la question de construire un parti international qui soit un outil pour la révolution mondiale: ce sera l'Internationale Communiste. Pour sauver la jeune révolution russe, ils ont besoin que celle-ci s'étende, au-delà de leurs frontières, jusque dans le cœur du capitalisme (France, Allemagne...). Ils en ont besoin également afin d'inverser un processus de bureaucratisation initié par la situation de dénuement et d'isolement de la Russie face aux grandes puissances impérialistes frontalières.

Le Congrès de Tours et la fondation du PC incarnent la tentative par les révolutionnaires de se saisir à la fois de la responsabilité que fait peser sur la classe ouvrière cette crise majeure du capitalisme, mais également l'opportunité

sans précédent que cette période ouvrait. Il est, en un sens, l'un de ces «*courts moments révolutionnaires*» (comme l'a nommé Julien Chuzeville) dont nous nous revendiquons encore aujourd'hui au NPA. Une voix et un projet aussi révolutionnaires que démocratiques, antistaliniens, comme continuèrent de le porter Léon Trotsky et «*l'opposition de gauche*» contre la bureaucratisation du tout jeune État ouvrier d'URSS. Un projet qui reste pour nous toujours autant d'actualité, sinon plus dans cette période de crise profonde du capitalisme! Certes, un moment et une perspective révolutionnaire rapidement confisquée par la bureaucratie stalinienne qui eut vite fait de s'ériger en rempart contre les révoltes et révolutions populaires de ce siècle. Celle-ci précipita les égarements nationalistes qui avaient pourtant déjà mené à la scission du congrès de Tours. Cette fois encore «*nous avons gagné le droit précieux de recommencer*»<sup>5</sup> mais non sans avoir pu essayer de tirer les bilans des échecs et des apports de cette période fondamentale du mouvement ouvrier. Ce dossier en est une tentative modeste. □

1) Voir la motion contre la guerre du congrès international de Stuttgart de 1907: «*Si une guerre menace d'éclater, c'est le devoir des classes laborieuses et de leurs représentations parlementaires dans les pays concernés, soutenus par l'activité de coordination du bureau international, de tout faire pour empêcher la guerre d'éclater par le moyen leur paraissant le plus efficace, et qui peut varier selon l'intensité de la lutte des classes et l'aggravation de la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils (les socialistes) ont le devoir d'intervenir pour la faire cesser et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique provoquée par la guerre pour agiter les masses populaires et précipiter la chute de la domination capitaliste.*»

2) La conférence de Zimmerwald est une réunion de militants socialistes qui se tient en Suisse à Zimmerwald en septembre 1915. Elle publie un manifeste dénonçant la guerre et le chauvinisme comme une barbarie au service du maintien du capitalisme occidental et appelant à l'union des travailleurs de tous les pays contre la guerre.

3) Lénine dans «*situation et tâches de l'internationale socialiste*» en novembre 1914: «*la II<sup>e</sup> internationale a rempli sa tâche, utile, préparatoire, d'organisation des masses prolétariennes pendant une longue période de paix qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide (dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup>). A la III<sup>e</sup> internationale d'organiser les forces du prolétariat pour l'assaut révolutionnaire des gouvernements capitalistes, pour la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme!*»

4) Mouvement dit du «*Biennio Rosso*» («*les deux années rouges*») en français.

5) Daniel Bensaid: «*Bien sûr, nous avons eu davantage de soirées défaites que de matins triomphants... Et, à force de patience, nous avons gagné le droit précieux de recommencer.*»

# Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste

JUIN 1920

*Le premier Congrès constituant de l'Internationale communiste n'a pas élaboré les conditions précises de l'admission des Partis dans la III<sup>e</sup> Internationale. Au moment où eut lieu son premier Congrès, il n'y avait dans la plupart des pays que des tendances et des groupes communistes.*

**L**e deuxième Congrès de l'Internationale communiste se réunit dans de tout autres conditions. Dans la plupart des pays il y a désormais, au lieu des tendances et des groupes, des partis et des organisations communistes.

De plus en plus souvent, des partis et des groupes qui, récemment encore, appartenaient à la II<sup>e</sup> Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'Internationale communiste s'adressent à elle, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La II<sup>e</sup> Internationale est irrémédiablement défaite. Les Partis intermédiaires et les groupes du « centre » voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'Internationale communiste, tous les jours plus forte, en espérant conserver cependant une « autonomie » qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou « centriste ». L'Internationale communiste est, d'une certaine façon, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du « centre » d'adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale nous confirme indirectement que l'Internationale communiste a conquis les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour.

L'Internationale communiste est menacée de l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la II<sup>e</sup> Internationale.

En outre, certains partis importants (italien, suédois), dont la majorité se place au point de vue communiste, conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la II<sup>e</sup> Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la République des soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

C'est pourquoi le 2<sup>e</sup> Congrès international croit devoir fixer de façon tout à fait précise les conditions d'admission des nouveaux partis et indiquer par la même occasion aux partis déjà affiliés les obligations qui leur incombent.

Le 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste décide que les conditions d'admission dans l'Internationale sont les suivantes :

1. La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la III<sup>e</sup> Internationale. Tous les organes de la presse du Parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante ; la

propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité mésusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la III<sup>e</sup> Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances.

2. Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de Parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les « centristes » et les remplacer par des communistes éprouvés, sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang.

3. Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent, dans ces conditions, se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de dévelop-

et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

6. Tout Parti désireux d'appartenir à la III<sup>e</sup> Internationale, a pour devoir

cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Mac Donald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la III<sup>e</sup> Internationale, et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la III<sup>e</sup> Internationale à la II<sup>e</sup>.

8. Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les



DR.

per légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire.

4. Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes. Là, où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la III<sup>e</sup> internationale.

5. Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est pas soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres)

de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

7. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale communiste exige impérativement et sans discussion

Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la III<sup>e</sup> Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en faits, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue





contre toute oppression des peuples coloniaux.

9. Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti.

10. Tout Parti appartenant à l'Internationale communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'« Internationale » des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam. Il doit par contre concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale communiste.

11. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale communiste ont pour devoir de réviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en faits, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

12. Les Partis appartenant à l'Internationale communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants.

13. Les Partis communistes des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois.

14. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doivent soutenir sans réserves toutes les républiques soviétiques dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétiques, et poursuivre, soit légalement soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétiques.

15. Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale communiste. Il est de règle que les programmes des Partis affiliés à l'Internationale communiste soient confirmés par le Congrès International ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un Parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale communiste.

16. Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les Partis affiliés à l'Internationale communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internationale communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles.

17. Conformément à tout ce qui précède, tous les Partis adhérant à l'Internationale communiste doivent modifier leur appellation. Tout Parti désireux d'adhérer à l'Internationale communiste doit s'intituler Parti communiste de... (section de la III<sup>e</sup> Internationale communiste). Cette

question d'appellation n'est pas une simple formalité ; elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux Partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les Partis communistes et les vieux Partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur.

18. Tous les organes dirigeants de la presse des Partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les documents officiels importants du Comité Exécutif de l'Internationale communiste.

19. Tous les Partis appartenant à l'Internationale communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible), dans un délai de 4 mois après le 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, au plus tard, un Congrès extraordinaire afin de se prononcer sur ces conditions. Les Comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste soient connues de toutes les organisations locales.

20. Les Partis qui voudraient maintenant adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent préalablement veiller à ce que les 2/3 des membres de leur Comité Central et des Institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades, qui déjà avant le 2<sup>e</sup> Congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du Parti à la III<sup>e</sup> Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale communiste. Le Comité Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le paragraphe 7.

21. Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire. □

# Les premiers pas du parti communiste : quel parti construire ?

PAR MAURICE SPIRZ

*Les partisans de l'Internationale communiste (IC) emportent une nette victoire lors du congrès de Tours. Les réformistes assumés quittent le parti, tandis que les hésitants, qui voulaient une adhésion « sous condition », sont poussés dehors sous la pression de la direction de l'IC. Pour les dirigeants de l'Internationale, la ligne du parti doit devenir clairement révolutionnaire pour attirer de jeunes ouvriers dans ses rangs, dans un contexte où le souffle révolutionnaire de l'après-guerre est encore chaud. Mais il faut encore quelques années pour que la transformation du vieux parti socialiste se réalise.*

La rupture officielle avec le réformisme et la nouvelle radicalité de la SFIC enthousiasment les jeunes militants qui avaient rejoint le parti par hostilité à la guerre, les « nés de la guerre ». Elle attire également des syndicalistes révolutionnaires gagnés au communisme par l'exemple de la révolution russe. La nouvelle section française de l'Internationale communiste (SFIC) conserve ainsi la grande majorité des forces militantes, notamment des jeunes, avec un nombre d'adhérents qui dépasse ce qu'avait pu représenter le Parti socialiste avant-guerre<sup>1</sup>. Elle conserve aussi les structures du parti et sa presse. La minorité qui rejoint la SFIO se trouve essentiellement parmi les cadres des grandes villes, les plus liés aux institutions bourgeoises, et notamment la majorité des élus. Cette partition n'est pourtant pas tout à fait nette : à la base,

certains adhérents qui penchent pour le réformisme restent à la SFIC pour maintenir l'unité, et au sein de l'appareil, notamment dans les organes de presse, beaucoup restent par souci carriériste.

d'une direction loin d'être homogène. La « gauche » du parti, la plus favorable à l'IC, reste minoritaire, ses dirigeants sont jeunes et peu connus et leur influence est limitée. La direction reste entre les mains du « centre », avec Frossard, qui reste au



DR.

## APRÈS L'ADHÉSION, LES TENSIONS S'AVIVENT AVEC LA DIRECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Au-delà de l'affirmation du caractère révolutionnaire du parti, la nouvelle ligne politique du parti est encore floue et les divergences sont nombreuses au sein

des pieds, gagne du temps, et couvre systématiquement ceux qui attaquent

des pieds, gagne du temps, et couvre systématiquement ceux qui attaquent





publiquement les résolutions de l'IC. Cette dernière est notamment accusée de prendre ses décisions sans bien connaître la situation ou de manière trop générale et inadaptée aux situations locales. Une accusation pourtant de bien mauvaise foi, dans cette courte période (avant que s'abatte le stalinisme), où les discussions dans l'Internationale sont fréquentes et libres. Les congrès mondiaux ont lieu chaque année, complétés de réunions de l'exécutif élargi, qui tiennent lieu de mini-congrès, et où les délégations françaises sont parmi les plus nombreuses. La question française occupe d'ailleurs une place démesurée dans l'ordre du jour de ces rencontres internationales, preuve de la grande patience des dirigeants de l'IC, qui cherchent à convaincre.

Derrière les accusations de la droite du parti, il y a surtout une hostilité politique non assumée, qui l'amène à revendiquer une autonomie des sections nationales. Deux conceptions de l'Internationale s'opposent ainsi. Pour les bolcheviks, la III<sup>e</sup> Internationale doit devenir un « parti mondial de la révolution », démocratique, mais fortement centralisé : après les débats, les décisions s'appliquent à tous. Mais la direction française, hormis sa gauche, reste attachée à l'organisation de la II<sup>e</sup> Internationale : une fédération de partis nationaux, déterminant leur politique en fonction des situations et contingences locales. Pour les bolcheviks, cette organisation a favorisé un internationalisme de façade, réduit aux temps de congrès, volant en éclats à la première épreuve.

### **METTRE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE AU SECOND PLAN**

L'exigence d'un fonctionnement centralisé concerne également le fonctionnement interne du parti. En particulier, le contrôle des fractions parlementaires et de la presse figure parmi les 21 conditions d'adhésion à l'IC, mais reste contesté au sein de la SFIC.

Pour les bolcheviks, la social-démocratie a perdu de vue les perspectives révolutionnaires en devenant un parti essentiellement propagandiste, focalisé sur l'activité parlementaire et la presse, alors même que les fractions parlementaires et les journalistes prenaient leur autonomie : les parlementaires discutant entre eux de leur attitude au parlement, les journalistes écrivant librement

selon leurs convictions propres sans nécessairement refléter l'orientation du parti. Autonomie qui, avec la stabilisation des démocraties bourgeoises en Europe, a conduit les élus à délaisser l'agitation et la propagande destinées à développer la conscience de classe, au profit d'une lutte pour l'introduction de réformes dans le cadre capitaliste.

Dans l'après-guerre, alors que la trahison social-démocrate fait émerger des courants communistes dont la saine aversion pour le parlementarisme se transforme en refus de toute participation électorale<sup>2</sup>, la section française peine au contraire à rompre avec les vieilles habitudes parlementaires socialistes, la droite du parti allant de son propre chef jusqu'à passer des accords électoraux locaux avec les réformistes. Cela même alors que dans l'immédiat après-guerre, la démocratie parlementaire n'est plus que l'ombre d'elle-même. L'Europe peine à sortir de l'économie de guerre. En France, les dépenses militaires restent au niveau de la guerre et cela pose rapidement le problème de la dette. Bien que victorieuse, la bourgeoisie française dispose de peu de marges pour des concessions à la classe ouvrière. Au parlement, les partis bourgeois font bloc<sup>3</sup> et ne laissent aucun os à ronger aux députés réformistes.

L'Internationale soutient l'utilisation de la tribune parlementaire, mais dans un but d'agitation, subordonnée à la lutte extra-parlementaire des masses. Les députés communistes doivent être des agitateurs envoyés en mission chez l'ennemi et non des législateurs cherchant un langage commun avec les autres législateurs pour des petites avancées compatibles avec la marche du capitalisme. Pour mener à bien cette tâche, l'IC recommande d'écarter les parlementaires « expérimentés » pour leur préférer des ouvriers, même sans expérience parlementaire, même s'ils ne sont pas de grands tribuns. Leurs discours à la tribune de l'Assemblée ont pour finalité d'être distribués en tracts ou brochures.

### **UNE PRIORITÉ : RENFORCER L'IMPLANTATION DANS LA CLASSE OUVRIÈRE**

L'une des préoccupations des dirigeants de l'IC vis-à-vis de la section française est de raffermir le lien avec la classe ouvrière, en faisant entrer plus d'ouvriers au parti. Car si le parti compte quelques bastions ouvriers, notamment en Seine-Saint-Denis ou dans le Cher, avec de

jeunes ouvriers qui ont connu les tensions sociales dans les usines en 1917 ou dans l'après-guerre, il s'est surtout développé dans la petite-bourgeoisie, avec des instituteurs ou paysans revenus de la guerre pacifistes et révoltés. Cette composition se reflète dans la direction, qui ne compte que quatre ouvriers et trois employés modestes parmi les 32 membres du comité directeur élus au congrès de Tours<sup>4</sup>.

Il y a donc une importance particulière à gagner les syndicalistes révolutionnaires, que les dirigeants de l'IC, et notamment Trotsky, ont fréquentés durant la guerre, et qui gravitent autour du parti sans tous l'avoir rejoint. En France, le mouvement syndical s'est construit en rivalité avec le Parti socialiste, avec une forte hostilité au parlementarisme et à une direction socialiste dominée par la petite-bourgeoisie, avec ses professeurs d'éloquence, ses journalistes et ses avocats. C'est cette distance que l'Internationale voudrait voir disparaître, ce qui passe aussi par une meilleure implantation ouvrière.

L'IC préconise l'organisation de noyaux communistes dans les entreprises et dans les syndicats. Une orientation qui rencontre l'hostilité des anarcho-syndicalistes, mais aussi de la direction de la SFIC. Elle rompt avec le *modus vivendi* établi avant-guerre entre le Parti socialiste et la CGT, qui consacrait l'indépendance syndicale et la division des tâches : au parti, la propagande politique générale et le travail parlementaire ; au syndicat, les luttes économiques. Mais pour l'IC et la gauche du parti, il est impensable de prétendre devenir un parti communiste sans intervenir directement dans l'action de masse sans implanter des groupes communistes au cœur de la machine de l'exploitation, où les ouvriers font l'expérience immédiate de la lutte des classes. D'autant que les expériences révolutionnaires russe et allemande ont montré l'importance de la grève de masse dans la modification du rapport de force politique.

Il ne s'agit pas pour l'IC de construire des « syndicats rouges ». Au contraire, elle demande aux communistes de rester dans les syndicats réformistes et de s'y accrocher même quand les dirigeants veulent les en chasser. Contrairement au parti, qui doit regrouper les ouvriers les plus conscients sur une base programmatique délimitée, le syndicat vise à organiser toute la classe. Mais cela ne veut pas dire que les communistes doivent renoncer à y défendre leur programme et

à gagner la majorité. La lutte politique a d'ailleurs lieu au sein de la CGT entre la direction réformiste et les différents courants révolutionnaires. Mais si la scission syndicale se produit en 1921, c'est à l'initiative de la direction réformiste de la CGT, qui voit sa majorité s'amenuiser et exclut les syndicats dirigés par la minorité révolutionnaire (qui se regroupe au sein de la CGT « unitaire », CGTU).

Pour gagner de l'influence, y compris auprès des dirigeants syndicalistes, l'IC recommande à la SFIC de multiplier les collaborations directes, en proposant son aide et sa politique dans les luttes. Cette discussion devient particulièrement concrète lors de la grève des métaux du Havre, qui dure 110 jours à l'été 1922 et acquiert une dimension nationale à la suite de la violente répression menée par le préfet... Lallemand (sic). Trotsky, qui suit de près les événements, reproche à la direction du PC de ne pas avoir été à la hauteur en laissant la direction de la grève aux chefs anarcho-syndicalistes de la CGTU, qui ont gâché les opportunités pour préparer réellement une grève générale, seul moyen de changer le rapport de force<sup>5</sup>.

### LA REPRISE EN MAIN PAR L'INTERNATIONALE

En 1922, une nouvelle divergence crispe les relations autour de la tactique de front unique. Dans un nouveau contexte de recul du mouvement ouvrier et d'offensive patronale, durant lequel le parti communiste a perdu la moitié de ses membres, l'IC propose un front unique de tous les partis qui ont leur appui dans la classe ouvrière pour des objectifs immédiats, pour réaliser l'unité de la classe derrière la défense de ses conditions d'existence. C'est l'occasion rêvée pour la direction centriste de se poser soudain en aile gauche, dénonçant à son tour l'opportunisme et l'inconséquence de l'Internationale communiste, qui demande de se rapprocher de ceux que l'on vient de quitter. Alors que le front unique défendu par l'IC est une alliance de circonstance, en aucun cas « durable », qui implique de ne renoncer ni à l'indépendance politique ni aux critiques publiques des directions réformistes, la presse du parti entretient l'ambiguïté. La direction déclare « impossible » une telle politique en France lors d'une conférence extraordinaire des secrétaires fédéraux. Elle a d'autant plus de facilités que la gauche défend maladroitement cette nouvelle tactique, l'un

de ses jeunes porte-parole y voyant uniquement une manière de « plumer la volaille » réformiste en la mettant au pied du mur, en oubliant l'objectif principal d'unité de la classe.

Après deux ans de relations conflictuelles, l'Internationale se résout à une reprise en main de sa section française, d'autant que le centre écarte la gauche de la direction du parti lors du II<sup>e</sup> congrès, en octobre 1922. L'IC dénonce de plus en plus fermement l'absence de ligne politique claire de la SFIC, notamment dans la presse du parti, où les journalistes laissent libre cours à leurs opinions personnelles, prennent parfois des positions contradictoires à la ligne du parti ou mènent campagne contre les orientations de l'IC. Ces reproches conduisent à des exclusions ciblées à la demande de l'IC. Lors du IV<sup>e</sup> congrès mondial, en novembre 1922, la question française est longuement débattue. L'IC rejette l'idée d'une nouvelle scission, mais redéfinit fermement les orientations du Parti et renouvelle sa direction, instaurant une parité entre le centre et la gauche et modifiant sa composition sociale en y promouvant des ouvriers. Par ailleurs, Trotsky ayant appris au hasard d'une discussion l'appartenance de dirigeants communistes à la franc-maçonnerie, le congrès les somme de choisir entre le Parti et les loges maçonniques ou la Ligue des Droits de l'homme, considérées comme des organes de collaboration de classe, où l'on se passe la main dans le dos lors de cérémonies avec les dirigeants socialistes et radicaux combattus officiellement. Cette nouvelle

exigence, qui devient officieusement la 22<sup>e</sup> condition d'adhésion, entraîne le départ de quelques dirigeants, dont le secrétaire général, Frossard.

La nouvelle direction connaît immédiatement l'épreuve du feu, avec l'occupation de la Ruhr par l'armée française en janvier 1923. Le parti mène campagne contre cette occupation et pour le soutien aux travailleurs allemands, à contre-courant du chauvinisme ambiant. La politique de front unique est expérimentée à travers des comités d'action et rencontre un certain succès à la base. Mais l'histoire prend alors un nouveau tournant. La bureaucratie prend le dessus en Union soviétique et met la main sur l'Internationale, dont les congrès se raréfient. Le Parti communiste français ne résiste pas longtemps à la stalinisation et les dirigeants les plus clairvoyants sont exclus dès 1924-1925. Le moment d'un PCF réellement révolutionnaire aura finalement été de courte durée. □

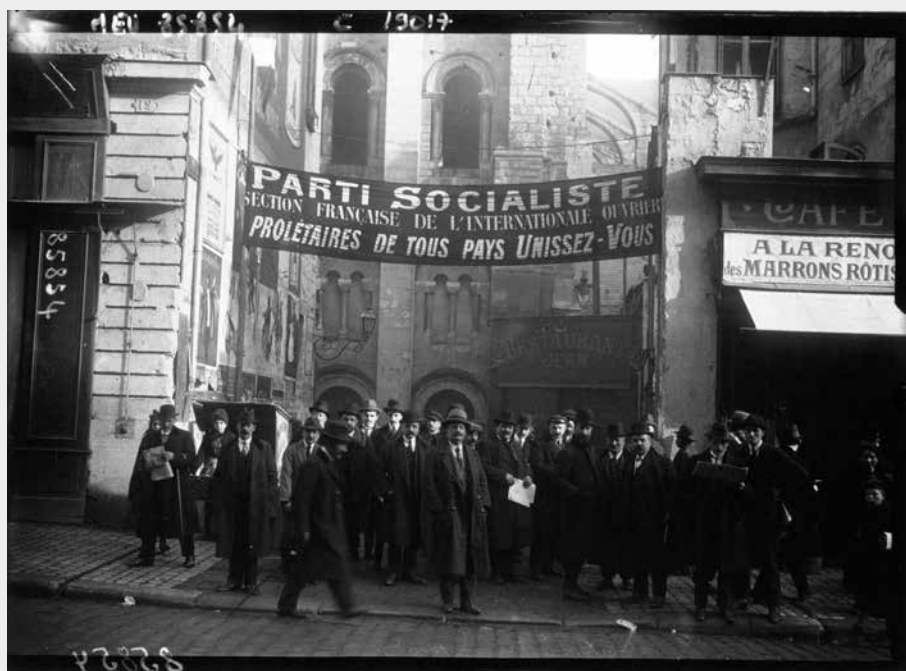
1) Entre 110 000 et 130 000 membres en 1921 selon les sources.

2) Attitude à laquelle Lénine répond dans sa brochure La maladie infantile du communisme.

3) Le « bloc national », qui regroupe la dizaine de partis bourgeois à l'Assemblée, reste au pouvoir de 1919 à 1924.

4) Pour le reste, on compte six instituteurs, un enseignant du privé, un négociant, deux artisans, trois avocats, un médecin, deux cadres supérieurs, quatre cadres moyens, quatre journalistes et un issu de la classe dirigeante dont le frère est vice-président du Sénat.

5) Il n'est pas possible dans cet article de détailler la grève et ses enjeux. À ce propos, on pourra lire J. Barzman, Dockers, métaux, ménagères : Mouvements sociaux et cultures militantes au Havre (1912-1923) (disponible gratuitement en ligne : <https://books.openedition.org/purh/11937>), et bien sûr les critiques formulées par l'IC dans la Résolution sur la question française du IV<sup>e</sup> congrès de l'IC, disponible sur [marxists.org](http://marxists.org).



# Parti communiste et patriarcat, du congrès de Tours aux années 1970

PAR SANDRA CORMIER

*Le congrès de Tours, qui se solde par l'adhésion d'une majorité de délégués aux 21 conditions de Lénine et à la III<sup>e</sup> Internationale, ouvre le champ des possibles pour des militantes féministes qui veulent croire à la construction d'un féminisme pour le communisme.*

Cet espoir est en réalité indissociable de ce que représente la récente Révolution russe en matière d'avancées majeures des droits des femmes. Lénine disait « *aucun État, aucune législation démocratique n'a fait pour la femme la moitié de ce que le pouvoir soviétique a fait dès les premiers mois de son existence* », faisant écho à une série de mesures prises par les bolcheviques, quelques semaines après la prise de pouvoir. En 1918, le Code de la famille soviétique, qui consacre notamment l'égalité absolue entre le mari et sa femme, est alors le plus progressiste d'Europe. Mais surtout l'État soviétique ne se limite pas à cette égalité juridique. Le Parti se donne comme objectif de faire entrer les ouvrières, les paysannes, les ménagères ou les employées dans toutes les organisations liées aux soviets et ne ferme pas les yeux sur les problèmes, souvent considérés comme appartenant à la sphère privée, en prenant des mesures pour libérer les femmes des tâches ménagères, notamment en créant des restaurants collectifs, des laveries publiques, des crèches, des garderies...

C'est le Secrétariat international féminin, créé en 1920, qui a donc la charge d'impulser l'action en direction des femmes dans les pays capitalistes. Et en France, la jeune SFIC veut alors « *accorder une attention spéciale à la partie la plus déshéritée du prolétariat* ». Dès sa fondation, les adhérents affluent au Parti communiste. Si ce sont pour l'essentiel des hommes, l'on compte aussi des femmes et notamment des féministes

comme Louise Bodin, Marthe Bigot, Hélène Brisson, Madeleine Pelletier ou Suzanne Girault... Certaines occupent des postes de direction : Marthe Bigot est élue en décembre 1920 au Comité directeur ; Suzanne Girault devient membre du Comité central en 1922 et membre du Bureau politique en 1924.

## LES ESPOIRS DÉÇUS DU CONGRÈS DE TOURS

Le Parti apparaît alors à l'époque comme offensif, voire subversif, en s'opposant à la loi de 1920, qui condamnait les avorteuses et celles qui avortaient, en défendant le droit à l'avortement et la possibilité pour les femmes de se faire élire. Il présente des femmes aux élections alors que celles-ci ne disposent ni du droit de vote ni du droit d'éligibilité. En 1924, une militante ouvrière, Joséphine Pencalet, est même élue sur une liste communiste au Conseil municipal de Douarnenez, dans le Finistère.

Mais l'espoir suscité par la fondation de ce nouveau parti sera de courte durée. Dès 1921, le Secrétariat international déclare que « *nulle part la lutte pour les droits des femmes ne fut menée aussi mollement qu'en ce pays*<sup>1</sup> ». Le Parti se limite alors à une démarche propagandiste, en reprenant grossièrement les résolutions de l'Internationale communiste concernant les questions féministes, sans se donner la peine d'analyser la situation en France, de proposer une intervention ni de mots d'ordre.

Ainsi, le Parti communiste totalise au mieux 2 600 femmes en 1924 (environ 4 %) quand l'effectif féminin du Parti

allemand s'élève au début des années 1920 à environ 15 % et que le Parti tchécoslovaque comporte un quart d'adhérentes.

En Allemagne, le journal *La Communiste* se diffuse à 26 000 exemplaires en janvier 1921. En France, *L'Ouvrière*, dont le premier numéro paraît le 11 mars 1922 sous la pression de l'Internationale, n'est vendu qu'à 3 000 exemplaires<sup>2</sup>. Il fait aussi face à des critiques et est qualifié de « petit-bourgeois ». Il disparaît dès 1927.

La conséquence directe de ce peu d'intérêt du Parti pour les questions féministes, c'est que les militantes féministes de la première heure, comme Marthe Bigot et Louise Bodin, quittent le parti dès la fin des années 1920. Les désaccords sont également liés au fait qu'elles ont rejoint l'Opposition de gauche trotskiste.

## LE TOURNANT STALINIEN

Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de *l'Humanité*, déclare en 1935 que « *les communistes veulent lutter pour défendre la famille française* ». Avec l'échec de la révolution mondiale et la dégénérescence de l'URSS, les idées de la bourgeoisie pénètrent les partis ouvriers. En URSS, la bureaucratie stalinienne va alors supprimer l'une après l'autre toutes les lois adoptées par les bolcheviques. En 1934, l'homosexualité et la prostitution sont de nouveau pénalisées et passibles de peines d'au moins huit ans de prison. En 1936, l'avortement est aboli, le divorce devient plus difficile à obtenir.

Le Parti communiste s'aligne alors sur le nouveau le Code de la famille



d'URSS. Et il adhère désormais à la logique républicaine, dans la logique de son adhésion au Front populaire. Ce revirement réactionnaire et anti-féministe contribue d'ailleurs largement à laisser les femmes seules dans leurs revendications de liberté et d'égalité. Le gouvernement de Front populaire ne prend aucune mesure favorable aux femmes sur le plan de la contraception et de l'avortement et ne touche pas non plus aux lois très répressives de 1920 contre l'avortement. Les accords de Matignon entérinent l'inégalité salariale en légitimant l'existence de la double grille salariale.

Rapidement, au sein du Parti, se met en place une répartition genrée du travail militant. Le parti est masculin, les causes humanitaires et le pacifisme sont féminins. En janvier 1937, Cécile Vassart, responsable de l'action auprès des femmes, expose les missions spécifiques des militantes communistes : « *Les femmes, dans le Parti communiste, sont égales aux hommes. Cela ne veut pas dire que les femmes, comme les hommes, doivent remplir exactement les mêmes fonctions dans l'organisation qu'est notre Parti. N'oubliez pas que les femmes communistes sont des femmes, comme toutes les autres femmes, avec le charme et la faiblesse physique de leur sexe...* »

Le Parti communiste s'appuie alors sur des critères essentialistes et sur des images traditionnelles qui définissent sa politique en direction des femmes. Pour lui, il est donc dans la nature des femmes d'être favorables à la paix, hostiles à la guerre, parce qu'elles sont mères. Dans cette logique sexiste et genrée du travail militant, les femmes ne siègent globalement pas en direction. Il faudra attendre le XX<sup>e</sup> Congrès de Saint-Ouen, en décembre 1972, pour que s'amorce une réelle évolution. La proportion des femmes au Comité central s'accroît (16 femmes sur 116 membres) et le Bureau politique compte désormais 2 femmes sur 20 membres<sup>3</sup>.

#### L'ANTIFÉMINISME AUX COMMANDES...

À partir de 1945, celui qui est devenu le PCF se présente comme un « *défenseur des familles françaises* ». Sa participation au gouvernement bourgeois jusqu'en 1947 le conduit toujours plus

à l'adoption du discours dominant et patriarcal.

Le rôle des femmes dans la Résistance n'a par ailleurs pas fait évoluer la condition de la militante communiste au-delà du symbole. Elles sont considérées comme compagnes ou épouses et reléguées dans les mouvements féminins, tels l'Union des femmes françaises ou encore la Fédération mondiale démocratique des femmes. L'UFF, créée dans les années 1950, est d'ailleurs souvent conçue comme un refuge pour les femmes. Les militantes qui témoignent des difficultés de concilier le fait d'être mères et de militer y sont souvent reléguées. « *C'est la représentation sociale des femmes dominante à l'époque, construite en URSS au milieu des années 1930, qui était mise en œuvre ; les femmes étaient d'abord conçues comme des mères*<sup>4</sup>. »

Ce qui va alors de pair avec une politique prônant le contrôle du corps des femmes, hostile à l'avortement et la contraception, à la libération des femmes. C'est ainsi que Jean Kanapa, dirigeant et caution intellectuelle du PCF, qualifiera le *Deuxième Sexe*, paru en 1949, d'« *ordure qui soulève le cœur*<sup>5</sup> »...

La période de l'après-guerre est d'ailleurs particulièrement marquée par le tandem formé par Jeannette Vermeersch, dirigeante de l'UFF et Maurice Thorez, Premier secrétaire du Parti qui développent des positions antiféministes et mènent tous les deux un combat contre le contrôle des naissances et le néo-malthusianisme. En 1956, lorsque les premières propositions visant à autoriser la contraception sont déposées par les parlementaires progressistes et radicaux, le PCF s'y oppose.

*L'Humanité* du 3 mai 1956 publie une lettre que Maurice Thorez a adressé à Jacques Derogy, membre du Parti communiste et auteur d'un livre défendant le principe du contrôle des naissances, dans laquelle il fustige « *les théories barbares du néo-malthusianisme américain* ». Il ajoute : « *Tout en stigmatisant les lois répressives de la bourgeoisie, qui frappent surtout les malheureux, et en réclamant leur abolition, les communistes condamnent les conceptions réactionnaires de ceux qui préconisent la limitation des naissances et cherchent ainsi à détourner les travailleurs de leur bataille pour le pain et le socialisme.* »

Jeannette Vermeersch, quant à elle,

déclare : « *Depuis quand les femmes prolétaires luttent-elles pour les mêmes droits que les dames de la bourgeoisie ? Jamais [...] Depuis quand les femmes travailleuses réclameraient le droit d'accéder aux vices de la bourgeoisie ? Jamais.* »

Il faut attendre 1965 pour observer un premier infléchissement du Parti, suite à la mobilisation de l'opinion publique par le Planning familial. Il se prononce alors pour la légalisation de la contraception mais en la considérant, ainsi que celle de l'avortement, comme un pis-aller auquel il faut avoir recours car les familles ne sont pas en mesure d'accueillir tous les enfants qu'elles souhaitent.

#### UNE LENTE ÉMANCIPATION

Comment le PCF va-t-il donc aborder la deuxième vague féministe, qui déferle dès la fin des années 60 ? Les positions du FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire), créé en 1971, entrent en contradiction avec un certain nombre d'organisations du mouvement ouvrier, qui ne font nullement de la sexualité une priorité et même une question. Le PCF n'y échappe pas et défend alors des positions clairement homophobes.

Pierre Juquin résume la position officielle du PCF, dont il est alors membre du Comité central en déclarant que « *la couverture de l'homosexualité ou de la drogue n'a jamais rien eu à voir avec le mouvement ouvrier. L'une et l'autre représentent même le contraire du mouvement ouvrier* ».

En 1971, Jacques Duclos, dans le même registre, interpellé à la Mutualité par un militant du FHAR, qui lui demande si son parti a « *révisé sa position sur les prétendues perversions sexuelles* », déclare : « *Comment vous, pédérastes, avez-vous le culot de venir nous poser des questions ? Allez-vous faire soigner. Les femmes françaises sont saines ; le PCF est sain ; les hommes sont faits pour aimer les femmes.* »

Ces positionnements extrêmement réactionnaires sont anciens et n'ont pour ainsi dire pas progressé depuis les années 1930. En 1936, Paul Vaillant-Couturier comparait déjà l'homosexualité à un fléau social au même



titre que l'alcoolisme et les maladies vénériennes<sup>6</sup>.

Et en 1975, c'est dans cette même logique de préservation du patriarcat, de la famille mais aussi de la transmission du patrimoine que le Parti communiste se montre même réfractaire à la question du divorce. « *Le divorce n'est pas et ne sera pas même dans une société socialiste une décision souhaitable. La famille au stade historique où nous vivons est quelque chose de fort, de très fort, un élément de sécurité pour le couple et pour leurs enfants*<sup>7</sup>. »

Le Parti va jusqu'à dénoncer le partage des tâches ménagères, qu'il considère comme une thèse féministe, attaquant, dans *l'Humanité* du 8 mai 1970,

l'exemple d'un couple suédois dont l'homme reste au foyer. Pour lui, dans la famille, il n'y a tout simplement pas d'exercice du pouvoir de l'homme sur la femme.

Il faut attendre la seconde moitié des années 70, avec les aspirations portées notamment par le MLF, qui exerce en quelque sorte une pression externe, pour qu'émerge un mouvement de contestation féministe du Parti lui-même.

Dans une lettre ouverte paru dans *le Monde* en juin 1978 sous le titre « *Le Parti mis à nu par les femmes* » quatre militantes du PCF indiquent alors leur profond désaccord avec le rapport du Comité central d'avril 1978 en qui concerne les questions consacrées aux femmes. Elles posent des problématiques de fond : le Parti

communiste est-il féministe parce qu'il est le Parti communiste ? Est-ce ses 200 000 adhérentes qui font de celui-ci le parti de la libération de la femme ? Elles soulignent la non-prise en compte de l'articulation entre lutte de classe et lutte des femmes et la non remise en cause du rapport traditionnel homme-femme, fondé sur l'idéologie patriarcale et propre à l'idéologie dominante. Enfin, elles proposent une remise à jour théorique et politique afin de juguler le retard pris par le Parti. Ces militantes font par ailleurs paraître en 1979 un mensuel intitulé *Elles voient rouge* et rejoignent le « mouvement des femmes »... Les choses commencent enfin à bouger.

De sa fondation à la fin des années 1970, le Parti communiste a défendu des revendications progressistes, concernant le statut politique, juridique, des femmes, les droits des travailleuses. Cependant dans son discours, la division sexuée du travail, les relations hommes-femmes, la sexualité des femmes et plus largement l'oppression des femmes ont été largement éludées. Les rôles traditionnels dévolus aux femmes ne sont jamais remis en cause, reproduisant ainsi le discours dominant.

La cause des femmes a, par ailleurs, rapidement été associée à la cause des mères, des épouses, dans une acception essentialiste. La figure du militant restant avant tout celle d'un homme. Le féminisme, et non le sexisme, apparaissant alors comme l'élément diviseur dans une organisation où l'unanimité est érigé dans le cadre d'un « parti famille » et fait loi.

Plus largement, c'est dans son adhésion progressive, à l'idéal républicain et à sa dimension moralisante et patriarcal, que le Parti communiste, a durant cette période, contribué à faire régresser en son sein mais également, dans l'ensemble du mouvement ouvrier, la construction d'un « féminisme pour le communisme ». □

1) *Critique communiste*, « *Communisme et/ou féminisme* », septembre 1975.

2) *Idem*.

3) Michel Gabez, « *La question féminine dans le discours du Parti Communiste Français* », 1980.

4) Geneviève Dermenjian, Dominique Loiseau, *Le sexe du militantisme, chapitre 3, « Itinéraires de femmes communistes »*, 2009.

5) *La Nouvelle Critique*, 1949

6) *l'Humanité*, 2 janvier 1936.

7) *l'Humanité*, 15 janvier 1975.



# Communisme et anticolonialisme en France

PAR ROBIN RAMOS

*Indéniablement, la « question coloniale » occupe une place singulière dans l'histoire contemporaine de la France. Elle n'est pas toujours au premier plan, ni des débats ni des préoccupations, mais demeure une question permanente. Le mouvement ouvrier lui-même, longtemps aveugle à la situation des peuples colonisés, sera forcé de se positionner lors de moments clés de l'histoire coloniale française, avec plus ou moins de succès.*

**A**près la Révolution française, l'Empire et les défaites napoléoniennes, la puissance française a reculé territorialement. L'empire colonial est très amoindri lorsque Charles X prend le pouvoir en 1824. Essentiellement pour des raisons de politique intérieure et sentant sa légitimité menacée, il se lance dans de nouvelles expéditions coloniales et, profitant des faiblesses de l'Empire ottoman, s'empare de l'Algérie en 1830. C'est le point de départ du colonialisme français contemporain, qui va rapidement se fixer des objectifs économiques et commerciaux, à l'instar de ses concurrents anglais, belge ou allemand. Le nouvel empire se développe ensuite après la conférence de Berlin de 1885, qui prévoit la partition de l'Afrique entre les grandes puissances européennes. Enfin, les expéditions militaires en Asie du Sud-Est sous le Second Empire et la IIIe République permettent la colonisation de l'Indochine. La France devient ainsi l'un des pays impérialistes de premier plan à l'aube du 20<sup>e</sup> siècle. La révolution industrielle nécessite alors un accroissement rapide des capacités productives et du rendement, et de nouvelles matières premières, ce que la conquête coloniale rend possible de façon décisive.

Tout au long de ce processus, le mouvement ouvrier naissant et se renforçant en France ne produit que peu de contenu politique vis-à-vis de cette question. Les quelques voix qui s'élèvent contre le colonialisme se contentent de dénoncer le coût financier et humain pour la population française. On ne trouve guère de traces relatant des positionnements

anticoloniaux, ou encore se préoccupant de la vie des populations tombant sous le joug de l'armée française. Pire, une partie des socialistes utopiques et autres saint-simoniens perçoivent par exemple l'Algérie comme une terre vierge, sur laquelle expérimenter librement un nouvel ordre social communautaire. Pourtant, de nombreuses résistances sont menées par les peuples coloniaux et ce, dès 1830. En Algérie, l'Emir Abd-el-Kader prend la tête d'une révolte qui durera jusqu'en 1844 avant d'être écrasée par les troupes du maréchal Bugeaud. En 1878, le peuple kanak se soulève également contre la présence française, et mène une véritable guérilla. L'armée française bénéficiera d'ailleurs du soutien militaire des déportés au bagne, dont de nombreux communards ! Louise Michel est, lors de ces événements, l'une des rares à prendre position en faveur des revendications kanak.

## DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE, UNE LENTE IMPATIENCE

Dès les années 1850, Marx prend des positions critiques par rapport au colonialisme anglais en Inde, il condamne la guerre contre la Chine, apporte un soutien critique au gouvernement de Lincoln contre les sudistes. Autour de 1870, il défend la thèse selon laquelle la libération du prolétariat britannique est impossible tant que l'Irlande n'est pas libre de toute domination coloniale. Le mouvement ouvrier anglais est par conséquent percuté relativement tôt par cette question. Mais il faudra attendre 1896 et le Congrès de Londres de la Deuxième Internationale pour avoir

une première caractérisation sérieuse du fait colonial dans une résolution. On peut y lire : « *la politique coloniale [...] n'est que l'extension du champ d'exploitation capitaliste dans l'intérêt exclusif de la classe capitaliste.* » Cependant, aucune politique concrète ne sera mise en place pour combattre les puissances impérialistes et soutenir le combat des populations colonisées. L'anticolonialisme du mouvement ouvrier reste théorique, et même si la compréhension du phénomène colonial a progressé et qu'il est admis qu'il est l'un des aspects contemporains d'un capitalisme expansionniste, il ne fait l'objet d'aucune campagne large et massive. Cela s'explique par deux aspects principaux.

Premièrement, une partie du mouvement socialiste considère que les revendications nationales des populations dominées revêtent un caractère réactionnaire. Elles véhiculent l'idée que les conditions de vie seraient meilleures dans une république bourgeoise indépendante plutôt qu'au sein d'un empire colonial, fût-il autocratique, et détournent la classe ouvrière de la lutte contre le système d'exploitation capitaliste lui-même. C'est le positionnement de Rosa Luxemburg et d'autres socialistes, qui placent le combat social au premier plan, reléguant les exigences démocratiques et nationales au second. Elle s'oppose d'ailleurs à Lénine, qui fait inscrire au programme du POSDR en 1903 le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, notamment au sein de



la « prison » que constitue la Russie tsariste.

Deuxièmement, le mouvement social-démocrate, qui prend par exemple en Allemagne un caractère de masse, est traversé par une contradiction majeure liée au mode de développement de la classe ouvrière dans les pays industrialisés. En effet, le niveau de vie et les conditions de travail du prolétariat vont s'améliorer dans les pays centraux du capitalisme au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, ce qui est le fruit d'importantes luttes de classes, mais qui est permis par les gains de productivité majeurs liés à la colonisation. De nouveaux trusts se constituent à l'époque naissante de l'impérialisme, et ces entités ont la capacité de déployer des capitaux dans le monde

que Lénine désigne comme « l'aristocratie ouvrière », et dont une partie des socialistes va se faire le porte-voix. La plus éclatante démonstration de ce deuxième positionnement est le vote concernant la « résolution coloniale » du congrès de l'Internationale socialiste de 1907 à Stuttgart. Si la résolution finale adoptée à la majorité condamne fermement la colonisation et stipule que « les mandataires socialistes ont le devoir de s'opposer irrévocablement dans tous les parlements à ce régime d'exploitation à outrance et de servage, qui sévit dans toutes les colonies existantes », la majorité des délégués français, anglais, néerlandais, belges et allemands s'y opposeront. Il n'est pas anodin que ces dirigeants proviennent des pays qui disposent d'un empire colonial à cette époque. En germe, ce vote est

et il préfigure les fractures ultérieures liées à l'Union sacrée durant le premier conflit mondial. Il faudra alors attendre la conférence de Zimmerwald, puis la révolution d'Octobre 1917, pour que se cristallise une orientation conséquente sur les luttes de libération nationale et l'anticolonialisme. Elle s'exprime notamment au travers des 4<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> conditions d'adhésion à la nouvelle Internationale Communiste, qui portent clairement sur la lutte contre la colonisation.

### EN FRANCE, SCISSON DANS LA SFIO ET RECHERCHE D'UNE POLITIQUE ANTICOLONIALE

La guerre et la collaboration de la direction socialiste en France laissent des traces indélébiles au sein du mouvement ouvrier. La rupture entre partisans et opposants à l'Union sacrée



Affiche anti-colonialiste du Parti Communiste © BNF / Gallica

entier et de réaliser des profits colossaux. Si les principaux bénéficiaires de cette expansion sont les capitalistes anglais, français, allemands, belges, le destin d'une partie croissante des travailleurs de ces pays devient connecté à leur bonne santé. Cette situation nouvelle rend possible l'émergence d'une couche sociale de prolétaires

annonciateur du rapport qu'entre-tiennent ces directions social-démocrates avec leur propre impérialisme, et qui les empêchera de dire en 1914 « l'ennemi principal est dans notre propre pays ». Le positionnement sur la question coloniale apparaît donc dans cette lecture comme un facteur décisif pour le mouvement socialiste,

ne se résorbera jamais et conduira inexorablement à la séparation. Lors du congrès de Tours en décembre 1920, une large majorité de la SFIO en crise vote l'adhésion aux 21 conditions de l'IC, et s'engage donc à s'inscrire dans un combat révolutionnaire dans la foulée d'Octobre. Cependant, peu de débats ont lieu lors du congrès autour

de la question coloniale, à l'exception des interventions de Nguyen Ai Quoc (connu plus tard sous le nom de Ho Chi Minh...).

Il s'agit en premier lieu de régler définitivement la fracture ouverte en 1914. Le Parti communiste naissant se construit en effet en opposition frontale à la collaboration de classe, mais également contre le militarisme et l'impérialisme. C'est l'un des marqueurs de cette nouvelle organisation, qui ne fait aucune concession au nationalisme ambiant et aux entreprises militaires françaises. Ses membres combattent la mobilisation des troupes envoyées prêter main forte aux Russes blancs contre la République des soviets. Certains futurs dirigeants font d'ailleurs partie des mutineries au sein de l'armée française, comme André Marty ou Charles Tillon envoyés en mer Noire. La Jeunesse communiste organise une campagne contre l'occupation militaire de la Ruhr en reprenant les orientations des congrès de l'Internationale d'avant-guerre, pour la fraternisation avec les travailleurs allemands. Les cadres de cette nouvelle organisation connaissent répression et emprisonnement pour leurs actions, ce qui « trempe » le parti dans la lutte selon les mots d'André Ferrat, dirigeant de la section coloniale du parti, et représentant de cette nouvelle politique.

Mais l'action des militants n'est pas directement anticoloniale, plutôt antimilitariste, en réaction notamment à la guerre. Le Parti est même pointé du doigt par la direction de l'Internationale pour son manque de prise en compte de la question coloniale. Certaines sections tirent par ailleurs en arrière, notamment dans les colonies. En Algérie, dès 1921, plusieurs sections refusent de considérer les revendications d'indépendance nationale. Les communistes de Sidi Bel Abbès rejettent même la 4<sup>e</sup> condition d'adhésion à l'IC sous prétexte que la population indigène serait trop arriérée pour intégrer les conceptions socialistes et qu'une révolution nationale conduirait forcément au retour de la féodalité. Trotski, dans ses préconisations sur la situation française, condamnera fermement cette prise de position comme « un point de vue purement esclavagiste ».

Le point culminant de l'activité anticoloniale du Parti communiste

apparaît en 1925 lors de la guerre du Rif. C'est la première fois que l'organisation concentre tous ses efforts dans l'objectif de soutenir une lutte de libération nationale, en adressant officiellement un message de soutien à son dirigeant Abdelkrim, et en menant une campagne nationale pour la défaite de l'impérialisme français. Les communistes multiplient les appels à la désertion en direction des soldats, la CGTU organise une grève de 24h suivie par 400 000 salariéEs. Malgré cela, la révolte rifaine est écrasée et le mouvement de solidarité est défait. Mais la section française de l'IC a prouvé qu'elle pouvait prendre pleinement en compte les revendications nationales dans les colonies et en constituer un point d'appui au cœur de l'impérialisme. Des contacts sont pris avec les révolutionnaires algériens, marocains, indochinois. Le PC va même aider des organisations nationales à se construire, comme l'Étoile Nord-Africaine en Algérie. La rupture avec les éléments les plus conservateurs du mouvement ouvrier a bien lieu à ce moment-là.

#### **LA CONTRE-RÉVOLUTION STALINIENNE ET L'ANTICOLONIALISME**

Cette orientation est percutée de plein fouet par la victoire au sein du Komintern de l'appareil bureaucratique stalinien. Sur les questions de politique extérieure, une série de tournants sont imposés par la direction de la III<sup>e</sup> Internationale stalinisée, depuis la révolution chinoise de 1927 à la guerre. Systématiquement, l'orientation anticoloniale ayant présidé à la fondation de l'IC est foulée au pied : alliances sans garanties avec les bourgeoisies nationales (comme le Kuomintang de Tchang Kaï-chek), puis refus de toute forme d'alliance et de soutien aux revendications d'indépendance nationale, et enfin collaboration avec l'impérialisme pour le maintien des empires coloniaux. Le pacte Laval-Staline (1935) vient sceller ce dernier tournant. En garantissant l'intégrité territoriale de la France, les dirigeants communistes français renoncent à la désagrégation de l'Empire colonial par l'indépendance des populations dominées. L'adhésion au Front populaire est marquée par le soutien à sa politique militaire et à sa gestion des revendications anticoloniales, notamment au

projet Blum-Viollette qui prévoit l'accès à la citoyenneté pour les seules élites des colonies. Il n'est plus alors question de soutenir les exigences démocratiques des mouvements de révoltes anticoloniales, comme l'abolition du code de l'indigénat qui s'applique jusqu'en 1946. Pire, le journal *l'Humanité* les réduit à l'approche de la guerre à de l'agitation de groupes terroristes à la solde des fascistes italiens ou des nazis. Après les manifestations du 8 mai 1945 à Sétif et les massacres commis par l'armée française, le journal va même jusqu'à titrer « À Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire ». Le PC ne mettra d'ailleurs jamais en place de politique à la hauteur lors de la révolution algérienne. Ces revirements et cette adaptation tantôt aux intérêts de la bureaucratie stalinienne, tantôt à ceux de la bourgeoisie française ne sont pas sans conséquence. De nombreux/ses militantEs quittent l'organisation sur la pointe des pieds, ou en sont excluEs. La question coloniale reste centrale pour toute une série de cadres et de sections qui ont sincèrement construit le parti sur ces bases-là depuis 1920. André Ferrat, membre du bureau politique à partir de 1928 et critique des tournants staliniens, sera finalement exclu en 1936, comme un symbole de l'abandon définitive de cette orientation.

#### **L'ANTICOLONIALISME, MALGRÉ TOUT**

Les rapports des communistes aux questions nationale et coloniale ont été chaotiques, pour plusieurs raisons, liées tant à l'histoire coloniale française qu'aux orientations des différentes directions du mouvement ouvrier. Cependant, l'anticolonialisme n'est jamais absent des questionnements, des débats, et les mouvements des peuples dominés viennent percuter régulièrement l'activité des communistes en France. Malgré les rendez-vous manqués et les erreurs lourdes de conséquence de la direction du parti, il y a une permanence d'un courant antimilitariste et anti-impérialiste en France depuis plus d'un siècle. Les positionnements réellement existants des organisations et des militantEs sur le colonialisme continuent d'ailleurs d'être structurants pour l'ensemble de ceux et celles qui se posent la question de construire une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions. □

# « L'Histoire des femmes peut être un combustible pour les combats féministes. »

ENTRETIEN AVEC MATHILDE LARRÈRE

*Mathilde Larrère est historienne et militante féministe. Elle est spécialiste des mouvements révolutionnaires et du maintien de l'ordre en France au XIXe siècle. Actuellement enseignante chercheuse à l'université de Marne-la-Vallée, elle raconte « L'Histoire comme émancipation ». Nous l'avons rencontrée pour discuter de son dernier ouvrage *Rage against the machisme* qui a été publié en août 2020.*

## **L'Anticapitaliste : Pourquoi le choix du titre *Rage against the machisme* ?**

Mathilde Larrère : C'est une pancarte que j'avais vu pendant la manif du 24 novembre 2019 contre les violences faites aux femmes. Ça m'avait marquée, je l'avais gardée en tête. Je voulais donner un titre de slogan punchy plutôt que de prendre un slogan historique plus connu. Puis j'aimais bien le côté "rage". J'ai l'âge de RATM. Je ne sais pas si ça parle à des plus jeunes mais c'est un groupe connu des quaranténaires. Mais ce n'est pas en leur hommage, c'est une pancarte de manif féministe.

## **Quelle est ta conception de l'Histoire ?**

À l'université d'été du NPA en 2019, on avait fait un atelier avec Ludivine Bantigny et Laurence de Cock sur ce qu'est l'Histoire. L'Histoire que je défends, c'est l'Histoire comme émancipation, pas l'Histoire des dominants, mais pas non plus seulement l'Histoire des dominés comme victimes mais l'Histoire des dominés comme acteurs de l'Histoire. Donc une Histoire de toutes les formes de résistances aux dominations qu'ils subissent. Mais aussi une contre-histoire des dominants qui explique le système de domination, comment il fonctionne, sur quels réseaux ils s'appuient, quels outils, quels moyens, quelle légitimation, pour faciliter le renversement des dominations. Il y a un courant d'historienNEs qui fait ça depuis longtemps, même s'elles et ils sont plus minoritaires que celles et ceux qui soutiennent une lecture plus

classique et plus « roman national » de l'Histoire. Mais cela fait longtemps que l'histoire est aussi un combustible des luttes et perçue comme science émancipatrice à condition de la prendre comme un espace qui peut faire réfléchir aux dominations et qui à partir de cette conscientisation des dominations peut permettre de les renverser. Dedans, l'Histoire des femmes, actrices, d'où l'Histoire des femmes en lutte et pas simplement l'histoire des femmes soumises à la domination patriarcale et masculine depuis des siècles.

## **Quand peut-on situer les débuts du féminisme ? À l'apparition du mot ou bien avant ?**

Je défends le fait qu'on le situe avant, ce qui maintenant est plus ou moins admis. Mais avec la lecture du féminisme en vagues dans les années 70, on parlait de la première vague au moment des suffragettes. Pendant longtemps, on a eu tendance à oublier tous les mouvements des femmes qui ne s'appelaient pas féministes car le mot n'existait pas mais qui défendaient quand même l'égalité homme-femme. Je ne suis pas d'accord avec cette invisibilisation de ces premiers mouvements féministes. Je commence avec la Révolution française. Avant, des femmes ont écrit et porté des revendications pour l'égalité mais elles étaient isolées. La Révolution française crée les conditions de droit et d'expression politique qui leur permettent de faire mouvement. Elles peuvent désormais se regrouper, s'organiser, s'associer et elles le font.

## **L'écrit était surtout l'apanage des hommes et des femmes bourgeoises ? Quelles sources pour retrouver la trace de ces combats ?**

Celles sur lesquelles j'ai le plus travaillé ce sont ces féministes révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle qui sont ouvrières dans leur grande majorité et qui savent lire et écrire. Le premier journal écrit, composé et dirigé uniquement par des femmes est celui des saint-simoniennes. En 1848, dans le journal *La voix des femmes*, il y a Eugénie Boyer, qui est bourgeoise, et Jeanne Deroin qui a quitté son métier de lingère pour devenir institutrice. Mais sinon les autres sont des ouvrières. Il y a aussi des textes d'ouvrières tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Les pétitions des citoyennes révolutionnaires et républicaines de 1792, sont liées aussi aux femmes du peuple. Les classes populaires avaient moins accès au lire et à l'écrire que les classes bourgeoises mais elles n'étaient pas toutes analphabètes, surtout dans les villes. Dès qu'on fait de l'Histoire des dominés, les premières sources évidentes, ce sont les sources policières et judiciaires car les luttes font l'objet de surveillance, de contrôle voire de répression. Dans les retranscriptions de procès ou d'interrogatoires, on a accès à la parole de toutes ces femmes, même biaisées.

## **L'Histoire des avancées féministes n'est pas linéaire, elle est faite de flux et de reflux. Pourquoi ?**

Quand il y a un flux, il y a ensuite en général un phénomène que l'on appelle *backlash* (retour de bâton) : toute remise en cause

de l'ordre des sexes a tendance à créer en réaction un nouveau verrouillage. Si une lutte l'emporte, se pose donc la question « que fait-on maintenant ? ». Cela se retrouve dans la plupart des mouvements, il y a un retour en force de ceux qui ont été déstabilisés par cette victoire. C'est particulièrement net au XIX<sup>e</sup> siècle en France : les femmes obtiennent des choses ou les revendiquent haut et fort au cours de moments révolutionnaires. Et comme elles associent en général la remise en cause de l'ordre social et politique avec la remise en cause de l'ordre des sexes, le retour à l'ordre post-révolutionnaire qui s'abat sur toutes les forces révolutionnaires va être encore plus fort envers les femmes parce qu'on va doublement les punir d'avoir transgressé l'ordre des sexes mais aussi d'avoir été révolutionnaires, d'autant qu'elles font souvent partie des groupes les plus radicaux.

En France, les *backlash* sont doublement violents et entraînent des périodes de reflux d'autant plus durs. Les législations varient selon les périodes : champ des possibles lors de la Révolution, ouverture des droits politiques, d'association, d'expression, et les femmes en profitent comme les hommes. Alors qu'après se succèdent des régimes qui reviennent sur toutes ces libertés, interdisent les clubs de femmes puis des hommes, limitent les droits d'expression... Enfin, le phénomène classique : la force appelle la force. Quand un mouvement monte, il ne fait que grandir, comme c'est le cas aujourd'hui avec les manif du 8 mars ou du 25 novembre qui sont devenues massives alors qu'il y a 5 ans, on était quelques centaines sur la place de la République.

### **Pourquoi n'es-tu pas d'accord avec cette idée qu'il y aurait trois vagues féministes (droit de vote, IVG, violences sexistes/sexuelles) ?**

Cette lecture invisibilise tous les combats des femmes avant la lutte pour le droit de vote : les combats menés par les révolutionnaires de 1789 à 1793, les femmes dans la Révolution de 1830, de 1848 et enfin celles de la Commune (1870). Le droit de vote est une de leurs revendications mais ce n'est pas la première. On ne peut pas les inclure dans la première vague. Elles se battent d'abord pour leurs droits civils, pour le fait de ne pas être traitées comme des mineures. Elles se battent pour le divorce, pour le droit à l'instruction, pour le droit

de porter des armes parce que servir dans la garde nationale, dans l'armée est une citoyenneté plus intensément vécue à l'époque que le fait de déposer un bulletin dans l'urne. Et elles se battent pour des droits en tant que travailleuses. Ces combats vont rester.

Les suffragettes n'oublient pas les autres combats des droits des femmes, mais pour elles la priorité c'est le droit de vote. Elles sont aussi assez différentes. Dans les suffragettes, l'essentiel des femmes sont issues de la bourgeoisie. Alors que les femmes qui se sont battues avant sont surtout des femmes de classes populaires et c'est pour ça qu'elles se battent pour des droits en tant que travailleuses. Les répertoires d'action ne sont pas similaires : les suffragettes n'interviennent pas dans un contexte révolutionnaire et s'insèrent dans un contexte républicain, de démocratie de la III<sup>e</sup> République. Parler de « vagues » ne permet pas de parler des « creux de la vague ». C'est plus facile d'être féministe quand il y a un moment de flux, c'est beaucoup plus difficile en dehors. Enfin, associer une lutte à une vague est trop réducteur, chaque combat a toujours mené de front plusieurs revendications. Par exemple, la question de la violence dans le couple n'est pas une nouveauté, elle est posée depuis la Révolution française. La question de la non-mixité aussi.

### **Qu'en est-il de la place du mouvement LGBT dans les luttes féministes ?**

C'est absolument essentiel dans les années 70. Ce sont majoritairement des lesbiennes qui s'étaient rencontrées au moment de 68 pour organiser le 26 août 1970 le dépôt de la gerbe à celle qui est plus inconnue que le soldat inconnu : sa femme. C'est à partir du moment où il y a un discours LGBT, lesbien et que cela devient un discours politique réfléchi, pensé et conscientisé qu'on arrive vraiment à le voir. Avant un certain nombre de féministes était lesbiennes et ne le disaient pas pour ne pas s'attirer plus de problème. À partir des années 70, il y a parfois même des frictions internes au sein du MLF, les lesbiennes trouvant que le MLF avait des préoccupations très hétérosexuelles et ne prenait pas suffisamment en compte les particularités des revendications LGBT. **Peux-tu nous rappeler la naissance de la journée du 8 mars comme journée internationale des droits des femmes ?**

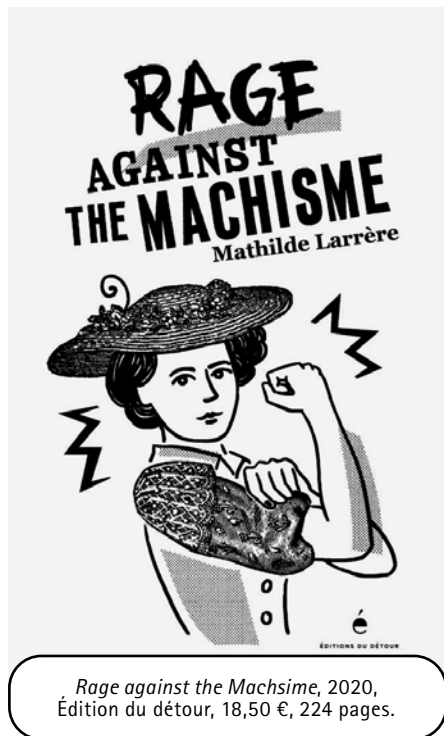
En fait, ça me fait toujours rigoler quand il y a une grande manif du 8 mars qu'on se retrouve avec des personnalités politiques y compris de droite ; parce que c'est en fait l'anniversaire de la Révolution russe. C'est la révolution de février mais comme les russes n'avaient pas le même calendrier ce qui était le 23 février pour eux était le 8 mars pour nous. C'était une manifestation de femmes des classes populaires pour la paix, le pain, le retour des hommes, le travail, pendant la Première guerre mondiale, particulièrement dure pour les Russes. Mais c'est aussi la revendication de suffragettes qui ont choisi cette date pour réclamer le droit de vote. La question de faire une journée internationale pour le droit des femmes et de la revendiquer aussi pour le droit de vote est quelque chose qui a été proposé dans le cadre de l'Internationale par Clara Zetkin qui essayait de défendre une Internationale féministe socialiste. C'est accepté par le Congrès en 1910 et il y a quelques journées de mobilisation dans ce cadre. Puis le 23 février 1917 elles sortent dans la rue, se rassemblent et c'est le début d'un mouvement massif qui le lendemain va faire que les hommes les rejoignent et qui en quelques jours fait tomber le tsar. Ensuite, pendant très longtemps, le 8 mars ne va être fêté que dans les pays ou dans les familles des forces politiques communistes avant que, dans les années 70, ça devienne une journée internationale pour les droits des femmes.

### **Le congrès de la CGT 1918 a déclaré : « Fidèle à sa conception de l'émancipation, la CGT considère que la place des femmes est au foyer. » Sous quelle forme les femmes s'organisaient-elles ?**

Elles étaient clairement sous syndiquées par rapport aux hommes. Dans le cas français, pour avoir le droit de se syndiquer, il faut avoir l'accord de son mari jusqu'au lendemain de la Première guerre mondiale. Quand on regarde des grèves de femmes, celles qui sont syndiquées et meneuses des grèves (Lucie Baud par exemple dans la grève de Vizille en 1905 et plus tard Joséphine Pencalet dans la grève des Penn Sardin) sont en général veuves ou célibataires parce que les maris n'étaient



pas forcément favorables à ce que leurs femmes soient syndicalistes, quand bien même eux-mêmes étaient syndiqués. La deuxième difficulté est que les mouvements ouvriers sont en partie sexistes et machistes. Un exemple du XIX<sup>e</sup> siècle au sein de la Section française de l'Internationale socialiste : il y a d'un côté les proudhoniens profondément opposés au travail des femmes et à leur émancipation et d'un autre Eugène Varlin favorable au travail, aux droits des femmes et à la place des femmes dans le mouvement ouvrier. Les mouvements ouvriers sont dirigés par des hommes à tous les niveaux donc les femmes ont du mal à y trouver leur place. Cela ne leur donne pas envie de s'y intégrer. La logique des mouvements ouvriers



est la défense des travailleurs mâles et non des travailleuses, comme c'est la défense des travailleurs nationaux et non des travailleurs immigrés. Dans les partis politiques, c'est la même chose. Il y en a qui vont essayer de se syndiquer entre femmes, ce qui se justifie d'autant plus que le travail est très genré. Il y a des syndicats de couturières, de sténodactylos, de secrétaires... qui peuvent avoir des rapports très conflictuels, parfois violents, avec des syndicats d'hommes qui ont tendance à considérer que les femmes sont des travailleuses « jaunes » qui seraient là pour casser les grèves. Ce qui est faux, les patrons n'embauchent pas des femmes pour faire un travail

qu'ils considèrent masculin, à l'exception des périodes de guerre. Sinon, les grosses associations de femmes existent pour le droit de vote des femmes par exemple notamment avec l'internationalisation de ces luttes. Dans les partis et les syndicats, ça va être long avant qu'elles y arrivent.

### **Quand voit-on enfin une prise en compte des revendications féministes dans les partis et les syndicats ?**

Malgré les dissensions, quelque chose se joue dans les années 70. Les femmes syndiquées défendent le fait de mettre les questions féministes à l'ordre du jour des syndicats, de pouvoir s'organiser de façon autonome, de manifester de manière autonome. Les femmes ont eu plus de possibilités de s'organiser de façon autonome à la CFDT qu'à la CGT à cette époque-là. Sur les partis, les premiers à reconnaître la place des femmes, ce sont les Verts. Ensuite, les règles de parité ont changé un peu les pratiques, même s'il existe des moyens de contourner. Dans les partis politiques, tout est genré y compris dans l'extrême gauche : les femmes gèrent les tâches techniques, et les hommes vont aux réunions représentatives, même si sur le papier, il y a volonté d'égalité. Les femmes doivent se battre en interne.

### **Comment expliquer que le féminisme soit devenu tendance de nos jours ? Que les manifestations « Me too » soient massives, même si nous en sommes encore là après des siècles de luttes féministes ?**

« Féminisme » écrit sur un pull H&M, on est un peu foutu. C'est une façon de le déminer. Pareil sur le mot Révolution. Quand le Che devient un tee-shirt... La capacité du capitalisme à récupérer les figures, les mots, tout ce qui est émancipateur est une catastrophe absolue. Après, je m'achète des tee-shirts féministes, mais pour soutenir des assos de meufs.

Ce combat n'est pas neuf : un journal de la Révolution française appelait les femmes à témoigner des violences sexistes et sexuelles qu'elles subissaient au sein du couple. Cela apparaît aussi un peu dans le journal des femmes de 1848, et aussi dans la Fronde. Ces questions sont également présentes au sein du MLF avec le fameux meeting de la mutualité (« 10h contre le viol » 26 juin 1976). Aujourd'hui, plusieurs choses ont déjà été conquises (le vote, l'IVG...) donc ça libère plus de place pour le reste des revendications. Il y a aussi le fait que pendant longtemps

hommes et femmes ne considéraient pas forcément comme un problème les violences faites aux femmes, tellement admises, preuve en est que dans le droit, ce n'était pas considéré comme un délit ou un crime. L'un des exemples les plus emblématiques est que même aujourd'hui qu'il semble difficile de penser le viol conjugal, l'image du devoir conjugal étant encore très ancrée dans les esprits. De la même manière, il a fallu beaucoup de temps pour qu'il ne soit plus acceptable qu'un père frappe ses enfants ou sa femme. Maintenant, ce qui était généralement accepté l'est beaucoup moins, même s'il y a encore des progrès à faire. On est passé de revendications qui étaient auparavant secondaires et minoritaires et qui désormais sont majoritaires et ont plus de chances d'être entendues.

### **De quel féminisme te revendiques-tu ?**

Je suis ce que déteste la droite : une féministe intersectionnelle. Je suis très soucieuse à ce que le féminisme que je défends ne reproduise pas des dominations sociales, de race, d'hétérosexualité, etc. C'est mon aiguillon : défendre le droit des femmes ne doit pas être au seul profit des dominantes. Il faut prendre en considération tout ce qui relève des autres dominations croisées et cumulées que les femmes peuvent subir. Je suis absolument pour qu'on foute la paix aux femmes voilées.

### **Un dernier mot ?**

Parce que je pense que l'Histoire peut être un combustible pour les luttes, je pense que l'Histoire des femmes et des luttes des femmes peut être un combustible pour les combats féministes. Et même un moyen de fermer la gueule à certains anti-féministes. Un exemple : « Vous faites chier avec votre écriture inclusive ». Rappeler que ça fait très longtemps que c'est une revendication et leur citer Hubertine Auclert à ce sujet. « Autrice » c'est comme ça qu'on disait au XVI<sup>e</sup> siècle donc on va continuer à dire autrice. Sur la une de Valeurs actuelles on a lu « Comment les féministes sont devenues folles », comme s'il y avait avant des féministes sages et gentilles. En fait, non, elles ont cassé, elles se sont révoltées, elles ont renversé de l'acide dans les urnes... J'aime beaucoup cette idée de cette longue tradition de femmes qui se battent, se transmettent le flambeau. Ça peut être utile pour la lutte, pas seulement pour rendre hommage au passé. □



# « Pour rien au monde, je n'aurais voulu grandir ailleurs qu'à Clichy-sous-Bois, malgré tout ce qu'on nous a fait subir, malgré tout ce qu'on a pu voir »

ENTRETIEN AVEC FATIMA DAAS

*Fatima Daas est l'auteurice d'un premier roman, La Petite Dernière qui raconte l'histoire de la narratrice Fatima Daas, qui a grandi à Clichy-sous-Bois et qui essaye de se frayer un chemin pour concilier ses différentes identités : lesbienne, musulmane, algérienne...*

**L'Anticapitaliste : Sur la question de la langue, ton texte est parsemé de mots d'arabe. Pourquoi est-ce que c'était important et qu'est-ce que cela signifie ?**

Fatima Daas : Tout d'abord, je dois dire que la langue arabe est arrivée très vite dans mon écriture, mais c'est avec le temps que je me suis rendue compte que cette langue prenait une importance tout autant que le français. Je ne voulais pas effacer la langue arabe car elle montrait tout un univers dans lequel mon personnage a baigné, mais aussi dans lequel j'ai baigné. Cette langue résonne en moi, cela fait écho à tous les mots que ma mère a pu me dire. C'est une langue dans laquelle j'ai grandi. Mes parents m'ont toujours parlé en arabe, en dialecte algérien et moi je leur répondais en français. Et pour moi c'était important que cette langue existe, car on ne la trouve jamais dans un roman français. J'ai donc réussi à faire entrer une langue là où on ne l'attendait pas.

**Justement, dans ton roman à la page 21, ta narratrice dit : « J'ai l'impression qu'elle est restée au 19<sup>e</sup> siècle. Elle cite Baudelaire et Rimbaud. Elle parle la même langue qu'eux ». Est-ce que tu penses que cette langue-là ce n'est pas la tienne ?**

C'est un passage très important sur mon rapport et le rapport de la narratrice à la langue. Elle parle à un docteur qui lui parle un français qu'elle ne comprend

pas et ce français-là je ne le maîtrise pas et j'ai toujours eu cette sensation de ne pas maîtriser le français, que cette langue-là ne m'appartient pas complètement. Et encore aujourd'hui, je fais attention à ce que je dis car j'ai l'impression que ça ne se dit pas de cette manière-là, que c'est incorrect et ça j'ai eu ça toute ma vie en fait. Donc cette langue-là, elle m'est aussi étrangère. Ma langue à moi, c'est une langue entre le français et l'arabe, entre l'argot, le parler de Clichy-sous-Bois. Et je tiens à ça, je tiens à ce mouvement-là entre une langue et une autre. C'est pour ça que ces langues se mélangent dans mon roman.

**On t'a beaucoup parlé de l'anaphore « Je suis Fatima Daas ». Mais en fait tu utilises beaucoup dans le roman l'anaphore et la répétition de manière générale.**

Je crois qu'il y a plusieurs choses avec cette anaphore-là, mais merci de le remarquer, les anaphores ne sont pas qu'en début de chapitre. J'insiste sur les répétitions de manière générale tout au long du roman. Et j'ai une recherche sur les sonorités sur la musicalité que j'essaye de transmettre. En fait j'essaye que ça frappe. J'ai envie que les mots que j'utilise, les rythmes de la phrase frappent. Pour ça la répétition est importante. Mais elle sert aussi à affirmer par petites touches, ce que mon personnage

est ou plutôt est « en train d'être » et comme si elle avait besoin de placer plusieurs pièces d'un puzzle. Est-ce que j'essaye d'en faire un tout ? Pour être cette Fatima Daas-là avec ces multiples identités et ces multiples casquettes.

**Cette narratrice, c'est un personnage trouble parce que c'est à la fois ton personnage, c'est à la fois ta narratrice, mais c'est aussi ton pseudonyme. Donc on a quelque chose qui sonne tronqué et qui est le propre de l'autofiction, mais pourquoi y a-t-il ce décalage ? Par exemple à l'entrée du livre on nous dit « Fatima Daas est née en 1995 » qui ne correspond pas à la narratrice qui elle est plus âgée, est-ce qu'il n'y a pas quand tu dis « Je suis Fatima Daas » quelque chose d'un décalage dans cette phrase même ?**

Non seulement, il y a un décalage, mais il y a un jeu aussi. Il faut comprendre que j'ai d'abord créé un personnage, qui s'appelle Fatima Daas. Puis dans l'écriture, j'ai cherché à raconter une autre histoire que la mienne donc pas un roman autobiographique, mais quand même une histoire qui se rapprochait de la mienne. Après, j'avais besoin de porter, d'incarner cette histoire et donc j'ai pris



l'identité de mon personnage en jouant avec le fait qu'on allait penser que c'était une autobiographie, mais en même temps comme tu le soulignes : je ne suis pas ce personnage-là car je n'ai pas son âge, mais aussi à plein d'endroits je ne suis pas cette Fatima Daas-là. Ce qu'elle raconte n'est pas vrai dans le sens « vécu par moi, l'autrice ». J'avais envie de jouer avec ça, parce que j'avais envie de remuer, de questionner. Mais d'ailleurs pour moi savoir si c'est de l'autobiographie ou de l'autofiction ce n'est pas le plus important dans l'écriture. J'ai dit que c'était de l'autofiction car on me demandait encore de définir. Pour moi, j'ai écrit un roman. J'écris, j'essaie d'écrire, j'ai réussi à terminer quelque chose. J'aimerais que ça s'arrête là.

**La Petite Dernière est un roman sur l'identité et ou l'impossibilité d'identité ? Donc finalement qui est ce personnage et dans le même temps en quoi est-ce important de parler d'identité dans l'écriture ?**

C'est vrai que je ne m'étais pas vraiment formulé cette impossibilité d'identité, mais c'est peut-être sous cet angle-là qu'il faut le voir. Il y a des paradoxes d'identités qui sont principalement l'homosexualité et la religion musulmane. Fatima Daas est donc lesbienne et musulmane, croyante, pratiquante. Et il y a ces contradictions-là car elle considère qu'en Islam l'homosexualité est un péché. Est-ce que finalement on ne peut pas se dire que toutes nos identités – quand on en a plusieurs et on en a souvent plusieurs je crois – font qu'il y a une impossibilité à nommer qui on est. C'est peut-être ça Fatima Daas, quelqu'un qu'on ne peut pas identifier, qu'on ne peut pas mettre dans une case.

**Mais est-ce que ses identités sont des souffrances ou est-ce qu'au contraire elles sont libératrices ?**

Je crois que tout dépend comment on prend ces identités-là. Elle, quand elle décide de se définir, là ce sont des identités qui ne sont plus des souffrances car il y a une part de choix. Elle a choisi de se définir comme lesbienne, comme musulmane, comme fille des quartiers populaires, comme française d'origine algérienne. Quand elle les impose en début de chapitre, c'est un choix, elle ne revient pas dessus, elle les concilie. J'existe, je suis comme ça. Mais quand

on lui rappelle qu'elle est si ou ça, par exemple trop Clichoise à Paris, trop instable à l'école parce qu'elle n'a pas eu un comportement idéal, quand elle est pas assez Algérienne en Algérie, quand elle est pas assez Française en France : là à ce moment-là ces identités-là se chamboulent, se cognent.

**Dans les médias, dans la réception de ton roman, on a finalement peu parlé du rapport à Clichy-sous-Bois, qui est quand même fort. Clichy est pourtant un symbole, pour Zyed et Bouna, parce que c'est la ville la plus pauvre de la France métropolitaine. Dans ton roman tu écris : « Nous quittons Saint-Germain-en-Laye pour Clichy-sous-Bois, une ville de musulmans ». Est-ce que Clichy est un personnage du roman ?**

Moi, je regrette qu'on ne m'en parle pas assez. Et pourtant avant la publication du roman, je me disais : « On va me mettre cette étiquette-là, on va parler que de Clichy-sous-Bois ». Mais finalement on l'oublie complètement car il y a cette tension entre homosexualité et Islam qui est plus importante aujourd'hui que Clichy-sous-Bois. Moi, Clichy-sous-Bois, j'ai l'impression que c'est un personnage, c'est un décor qui traverse tout le roman et qui remue, qui montre dans quel contexte ce personnage s'est construit. Il y a la langue de Clichy-sous-Bois. Il y a les rencontres, le décor, les transports. Les transports qu'elle prend tous les jours pour passer de Clichy-sous-Bois à Paris. C'est à 17km et pourtant on a l'impression qu'elle voyage, qu'elle va vers un ailleurs. Pour moi, ce roman, il commence réellement après le déménagement de Saint-Germain-en-Laye à Clichy-sous-Bois. On évoque seulement Saint-Germain-en-Laye à travers des souvenirs d'enfance, en bribes, mais on en parle pas. Et l'important, c'est ce décor de Clichy, là où vraiment tout a commencé.

**Qu'est-ce que ça veut dire Clichy-sous-Bois une ville de musulmans ?**

Cette phrase, elle est à la fois ironique pour dire comment on nous voit, comment on nous perçoit : à Clichy-sous-Bois, y a une majorité de communautés musulmanes. En même temps, y a cette vérité-là, quand tu grandis à Clichy-sous-Bois et que tu vas à Paris, oui, il y a un décalage. Il y a un décalage au niveau de la précarité, mais aussi au niveau de la religion, au niveau de la culture musulmane que tu ne trouves pas ailleurs. J'ai l'impression d'avoir raconté les différentes facettes de Clichy-sous-Bois, il

n'était pas question d'en faire pour moi un endroit sombre, parce que ce n'est pas le cas, ce n'est pas comme ça que je l'ai vécu. J'avais envie de raconter une histoire nuancée. Nuancée dans le décor. A la fois Clichy-sous-Bois, c'est un endroit très douloureux et en même temps on ne peut pas effacer le fait que les gens sont très drôles. Les gens sont drôles, les gens donnent comme nulle part ailleurs. Pour rien au monde, je n'aurais voulu grandir ailleurs qu'à Clichy-sous-Bois, malgré tout ce qu'on nous a fait subir, malgré tout ce qu'on a pu voir, très tôt dans l'enfance.

Tu parlais de la mort de Zyed et Bouna mais moi j'étais en CE1 quand ils sont morts. Donc comment on grandit avec la mort de deux adolescents quand on est enfant, comment on grandit dans une ville qui est représentée dans les médias enflammée. Comment on grandit quand on nous dit que dans ma ville on est des sauvages ? Et après on s'intéresse à nous quand on réussit. Je n'ai pas essayé d'en faire un truc central, j'ai juste montré un quotidien, quelque chose de banal, comme ailleurs et en même temps avec sa singularité.

**Dans ton roman, il y a beaucoup de passage sur l'école en particulier sur les moments du collège et puis après sur la prépa. Et sur le collège un moment la narratrice explique : « il y a eux et nous » donc nous, les élèves et eux, les profs. Est-ce que tu peux expliquer ce passage ?**

En fait moi j'ai grandi avec l'idée qu'il y avait un nous et un eux. Sans vraiment savoir qui était ce « nous » et qui était ce « eux ». Mais j'avais toujours cette phrase-là qui me revenait. Et chez moi il y avait beaucoup ça. Quand j'étais chez moi, je comprenais ce « nous » comme la famille, puis nous, enfants d'immigrés, nous, algériens. « Eux », les français, « eux », ceux qui ont les moyens, « eux », ceux qui nous regardent au loin. À l'école, ce « nous », c'est nous enfants d'immigrés, enfants des quartiers populaires, adolescents en construction difficile, et ce « eux » c'était l'autorité, les adultes, les autres. Ces enseignants qui n'ont pas envie d'être là.

Moi j'ai grandi avec l'idée que mes enseignants n'avaient pas envie d'être devant moi, que ça ne leur faisait pas du bien d'être à Clichy-sous-Bois et de nous apprendre des choses. Du coup dans la construction d'un adolescent, je me demande comment on se construit avec

l'idée qu'on ne veut pas de nous. Mon personnage a de bons résultats au collège, donc elle est « valide », mais ses camarades, sa bande de copains, on comprend vite qu'ils ne sont pas scolaires. Donc cette bande d'amis provoque, d'agacer, de se rebeller contre l'autorité, parce que les adultes ne les entendent pas, ne les regardent pas, ou maladroitement. Ils sont en construction et ils ont besoin d'un regard bienveillant et surtout d'être écoutés. Il y a un passage dans mon roman dont personne ne m'a parlé en interview. C'est un passage avec la CPE qui accueille la mère de Fatima et sa sœur et qui lui dit : « Mais en fait Fatima c'est un garçon manqué, elle se comporte comme un garçon, elle essaye d'être un garçon ». Ça me frappe car personne n'a relevé ce passage. Pendant la construction d'une adolescente, on lui reproche ce qui la tourmente déjà sans vouloir écouter ce qu'il y a derrière. Et c'est aussi ça les adultes à l'école. Ce n'est pas que ça mais c'est aussi ça.

**Il y a une autre chose qui est clair dans le roman vis-à-vis de l'institution scolaire, c'est la mise en place de la méritocratie scolaire, avec les classes prépas, et l'appât des grandes écoles. Fatima elle fait ça, elle se retrouve en prépa. Mais en prépa elle est mise en doute...**

C'est complètement ça. On a l'impression que pour s'en sortir, il faut partir de Clichy, comme si c'était une terre dans laquelle on ne peut pas évoluer. Il faut en sortir. Et le passage de la prépa, c'est le passage où Fatima fait les choses comme on lui a demandé. Ses enseignants croient en elle car elle a de bons résultats. C'est ce système qui fait croire que si on veut, on peut et si on peut on réussit. On la pousse à aller en prépa alors qu'elle écrivait déjà. On ne lui dit pas : « écris » mais « va en prépa ou va à sciences po ». Donc elle y va et il y a ce passage avec ce professeur d'espagnol qui la fait sortir de la classe et qui lui a mis un 17/20 à son devoir mais qui l'interroge pour savoir qui a fait ce devoir. Et elle se retrouve dans une situation où elle doit justifier, prouver à cet enseignant qu'elle mérite cette note-là. Et c'est à partir de là qu'elle quitte la prépa.

**Il y a un passage dans le roman où la narratrice agresse un garçon efféminé. Pourquoi c'était important ce passage ?** En fait, c'est un passage violent. Pour

moi, il est très important car on nous fait croire qu'on peut se détacher, en étant homosexuelle, des normes, des injonctions de l'homophobie. Moi, mon personnage a grandi en se détestant, en se haïssant. Quand elle voit ce garçon qui assume sa féminité, qui assume d'être homosexuel, qui ne se cache pas, ça lui fait violence car c'est ce qu'elle ne peut pas être. Donc elle l'insulte, elle le fait trébucher. Cette violence-là elle existe, donc pourquoi il faudrait la faire taire ? Elle existe et c'est dans ça qu'on se construit, pas seulement en banlieue. La question à ce

ne pas convenir, de ne pas être à la bonne place, parce que sa langue, la langue algérienne, elle voit bien que ça ne fonctionne pas. Elle a un sentiment de trahison. Elle vient dans son pays et en même temps elle n'est pas fichue de parler la langue correctement. Et donc elle parle en français, et c'est une violence pour sa famille d'entendre parler le français ou un arabe cassé.

Et la petite famille, il y a là aussi l'impression de ne pas convenir, de devoir cacher qui elle est. Il n'y a pas la place pour dire qu'elle est lesbienne, mais aussi parce qu'elle respecte le fait que peut-être il ne faut pas le dire. L'histoire du *coming out*, c'est quelque chose qui n'existe pas dans cette famille et surtout qui n'a pas sa place et ce n'est pas grave.

Parce que pour pouvoir dire qu'on est lesbienne, il faudrait déjà pouvoir dire des choses. Fatima grandit dans une famille silencieuse.

**Tu peux dire un mot sur la réception du livre ?**

J'ai l'impression qu'on a parfois lu mon roman que sous deux angles, l'homosexualité et l'Islam. Et tout d'un coup je représentais la communauté lesbienne, maghrébine, musulmane issue de quartiers populaires. Je me retrouvais avec le fardeau de toutes les meufs lesbiennes issues des quartiers populaires, maghrébines musulmanes ou non.

Si je devais résumer mon texte je dirais que c'est un cri de liberté, un cri d'amour, un cri pour exister avec nos multiples facettes.

**Un dernier mot sur le contexte politique d'islamophobie ? Comment tu te situes par rapport à ça ?**

J'étouffe très clairement en France aujourd'hui. J'étouffe en voyant ce qui est en train d'arriver et ce qui s'est déjà passé depuis un certain nombre d'années. J'ai surtout envie qu'on arrête de se justifier, que la communauté musulmane cesse de se justifier. On a plus à se justifier, on a fait ça toute notre vie. C'est évident qu'on condamne ce meurtre, en tant que musulman mais surtout en tant qu'humains. Le problème ne se situe pas là. Je tiens vraiment à ce qu'on crée des solidarités, et qu'on arrête de se taire. □

**Propos recueillis par Mimosa Effe.**

1) Répétition d'un mot en tête de plusieurs membres de phrase

FATIMA  
DAAS



NOTAB/LIA

## LA PETITE DERNIÈRE

Le monologue de Fatima Daas se construit par fragments, comme si elle updatait Barthes et Mauriac pour Clichy-sous-Bois.

— Virginie Despentès

« La petite dernière », Fatima Daas,  
Editions Noir sur Blanc, 192 pages, 16€

moment-là c'est de se détester en France parce qu'on est homosexuelle. Je raconte un cheminement, une quête identitaire, et ça passe par des événements malheureux, de violence. Mais c'est au bout de ce chemin qu'on en arrive à l'acceptation, voire à l'amour de sa propre personne et des autres.

**Quel est le rapport de la narratrice à sa famille et à l'Algérie ?**

En fait déjà, le pays, l'Algérie, c'est avant tout surtout sa famille, qu'elle n'avait jamais rencontrée. Et on assiste à des moments de chaleur et de tendresse auxquels qu'on n'avait pas assisté dans sa petite famille (ses parents et ses sœurs). Donc il y a une forte attache à sa famille mais dans le même temps le sentiment de



# Anne Sylvestre, une grande dame de la lutte des femmes

PAR ANTOINE LARRACHE

© DR.

*Anne Sylvestre s'est éteinte la veille du 1<sup>er</sup> décembre, journée internationale de lutte contre le Sida. Cette immense artiste aura laissé une trace dans des cœurs de tous âges.*

Elle refusait de chanter en public ses Fabulettes. Pourtant, ses chansons pour enfants avaient le mérite, dès 1962, de prodiguer des paroles ne véhiculant pas les préjugés et les oppressions sur des mélodies riches. Elles abordaient les thèmes classiques de l'enfance avec intelligence. Le petit sapin est une ode à la différence et à la tolérance, *Le petit bonhomme et les pommes* une fable contre les rapports marchands, *La comptine aux prénoms* un encouragement à l'amitié, *Pomme rouge verte ou bleue* un apprentissage par l'erreur, *Berceuse pour rêver* un magnifique songe en l'honneur des rêves d'avenir des enfants, un encouragement à grandir.

Les chansons pour enfant encouragent la solidarité, l'espièglerie, la découverte du monde, l'autonomie.

## CASSER LES NORMES SEXISTES

Anne Sylvestre fait partie de ces monuments de la chanson qui ont traversé les époques, abordant de façon militante les problèmes de leur temps. En 1961, elle chante l'autonomie des femmes avec *Mon mari est parti* et *Philomène*, *Maryvonne* la liberté sexuelle des

femmes. En 1971, avec *Abel, Caïn, mon fils*, elle raconte les difficultés à élever un garçon dans la société patriarcale et le capitalisme : « *Il me faudra un grand courage, Pour t'élever comme un souci, Car, si tu deviens violence, Tu peux être bêtise en plus, La sincérité à outrance, Devient mensonge, le sais-tu ?* ». *La chambre d'or* bouscule les préjugés sexistes de l'amour : « *change moi de pays, change-moi de tendresse, change-moi cet amour qui qui s'endort et trouve moi plus belle encore que les princesses dormant dans leur chambre d'or* ».

## JUSQU'AU BOUT, UNE « GRANDE DAME »

En 1973, *Non, tu n'as pas de nom* écrit « *l'un des plus beaux textes sur l'avortement* » (Florence Montreynaud), alors que celui-ci était encore interdit. En 1986, *Petit bonhomme* moque un mari infidèle et l'occasion pour les femmes de s'en libérer.

Son retour en 2013 avec *Juste une femme* continue la bataille poétique. *Des calamars à l'harmonica* mêle la joie de vivre même dans la pauvreté et la découverte de la lutte féministe : « *quand*

*j'étais mère de famille, boudez plus les filles, on n'en est plus là* », « *Puis j'ai découvert des livres de femmes, je n'savais même pas qu'elles écrivaient, quoi c'était pour moi tout ce beau programme, j'avais une tête et je m'en servais [...] je chantais des chansons abolitionnistes, comme un très méchante féministe* ». Dans *Lettre d'adieu* et *Juste une femme*, elle se révolte encore contre l'oppression subie par les femmes et les violences sexistes des chefs, des maris, des hommes. Dans *Violette*, elle défend encore la dignité des femmes âgées, « *mettez vous bien ça dans la tête, c'est pas une "petite dame"*, *Violette !* ».

On pouvait l'écouter régulièrement à la fête de Lutte ouvrière, ou la croiser au Forum Léo Ferré à Ivry, un verre à la main, avec son amour des êtres humains, elle qui aime les gens qui doutent. Elle est sans doute avec Barbara une des plus grandes compositrice-interprète, par la force de ces textes et leur capacité à conjuguer critique sociale et réalité de nos vies. Avec des musiques et une voix qui font ressentir toutes les épreuves comme le début de leurs solutions. □